



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX– M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. PERRUCHAUD – M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – M. FERNANDEZ – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 30-2023**

(Code de la nomenclature : 6.1.7)

**OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT RENFORCE ENTRE PERIGORD HABITAT ET LE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE DE LA COMMUNE DE RIBERAC**

Périgord Habitat, bailleur public sur le département, et dont plusieurs résidences sont présentes sur la Commune, est quotidiennement confronté à la gestion de troubles aussi bien au niveau de l'hygiène que du voisinage. Ces incivilités, parfois trop souvent répétées engendrent un sentiment d'insécurité et de mal-être pour des personnes rencontrant des fragilités sociales.

L'Office a mis en place des moyens visant à répondre à ces situations :

- présence de médiateurs chargés de rencontrer les locataires et de rappeler les clauses du contrat de location et du règlement intérieur de Périgord Habitat
- présence d'agents polyvalents de proximité intervenant quotidiennement sur les résidences.

Toutefois, ces moyens restent parfois limités et le bailleur ne dispose que de peu de moyens concrets pour répondre à ces problématiques.

Les services municipaux sont quant à eux également confrontés à la gestion de ces incivilités et sont amenés à intervenir sur le parc de de l'Office.

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-30-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Afin de répondre à ces problématiques et de contribuer à la diminution des incivilités sur son patrimoine, Périgord Habitat a choisi de mettre en place l'assermentation de son personnel. Cette assermentation fait l'objet d'une convention partenariale avec les services de Mesdames les Procureures de Périgueux et Bergerac dans le cadre des dispositifs visant à développer la justice pénale de proximité. Ces gardes assermentés pourront constater les infractions en dressant des procès-verbaux qui seront envoyés aux Procureures de la République en vue d'éventuelles poursuites.

Des collaborations existent déjà de fait entre l'Office et la Commune (autorisation d'intervention dans les parties communes aux agents communaux, réunions communes sur la sécurité). Toutefois, dans la poursuite des missions menées conjointement, il est proposé de formaliser ces actions par le biais d'une convention de partenariat renforcé entre l'Office Périgord Habitat et la Commune de Ribérac.

Celle-ci permettra de valider les modalités de coopération entre l'Office et la Commune et notamment le service de la Police municipale, telles que :

- le partage réciproque d'information,
- la mise à disposition des moyens d'accès aux résidences,
- les types d'infractions ou incivilités concernées

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur ce projet de convention, tel que joint à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

## DÉCIDE

- 1 **De se prononcer** favorablement sur le principe de la convention de partenariat renforcé entre Périgord habitat et le service de police municipale de la commune de Ribérac,
- 2 **D'autoriser** Monsieur le maire à signer la convention telle que jointe à la présente délibération.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### Décision du conseil municipal :

**Votes pour :** 23  
**Votes contre :** 0  
**Abstentions :** 0

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,  
  
  
Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-30-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 30-2023

Affichée le 14/04/23



# CONVENTION DE PARTENARIAT RENFORCE

ENTRE

LA POLICE MUNICIPALE DE .....

ET

PÉRIGORD HABITAT

Entre :

La Ville de ..... représentée par ..... Maire de la Ville de .....  
..... ci-après dénommée « police municipale »,

Et :

Périgord Habitat, sis CREAVALLEE 212 boulevard des Saveurs, 24660 à COULOUNIEIX-CHAMIERES, représenté par Madame Séverine GENNERET, Directrice générale, dûment habilitée, ci-après dénommée « Périgord Habitat »,

### **ARTICLE 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de formaliser et de renforcer le partenariat en matière de bon ordre, sûreté, sécurité et salubrité publics entre la police municipale et Périgord Habitat. Elle définit notamment les modalités de la coopération opérationnelle.

Elle vise à faciliter les actions de la police municipale en vue d'accompagner et de soutenir les personnels de Périgord Habitat dans le cadre de leurs missions et à garantir aux locataires un cadre de vie agréable.

### **ARTICLE 2 : Principales missions de la police municipale**

La police municipale exerce les missions relevant de sa compétence, sous l'autorité du Maire, sur l'ensemble du territoire de la commune de ....., dans la limite de ses attributions légales et réglementaires, telles que définies aux articles L.511-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure.

La police municipale concourt notamment à la surveillance générale des espaces publics ou privés ouverts au public, sur tout le territoire de la commune.

La police municipale est susceptible d'intervenir sur appel d'un tiers ou à la demande de Périgord Habitat sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

### **ARTICLE 3 : Réquisition permanente**

Conformément aux dispositions de l'article L. 126-1 du code de la construction, Périgord Habitat autorise de façon permanente pour la durée de la présente convention les agents de la police municipale à intervenir ou à effectuer des patrouilles de surveillance dans les parties communes (caves, halls, cours, jardins, parkings, etc.) des immeubles ou résidences, dont Périgord Habitat est propriétaire, situés sur la commune de .....

#### ARTICLE 4: Mise à disposition des moyens d'accès

Aux fins d'exercer les missions de surveillance et d'intervention telles que décrites aux articles 1, 5 et 6 de la présente convention, Périgord Habitat remet à titre gracieux au chef de service de la police municipale de ..... :

- ▶ X badges VIGIK
- ▶ X pass PTT

Cette remise s'effectuera dans les jours suivants la signature de la présente convention par les deux parties.

La remise d'un ou de plusieurs de ces dispositifs d'accès reste cependant conditionnée aux aléas techniques auxquels peut être confronté Périgord Habitat. Dans ce cas, la remise sera différée ou remplacée par un matériel équivalent.

La police municipale est garante de la conservation des moyens d'accès mis à sa disposition et signalera sans délai à Périgord Habitat la perte ou l'altération éventuelle de tout ou partie de ces moyens.

#### ARTICLE 5 : Interventions de la police municipale sur le patrimoine de Périgord Habitat

Aux fins de prévenir et, le cas échéant, de constater la commission d'infractions ou d'incivilités dans les parties communes des immeubles et résidences dont Périgord Habitat est propriétaire sur la commune de ....., la police municipale est susceptible d'intervenir notamment sur :

- ▶ les occupations et dégradations dans les parties communes
- ▶ les agressions verbales ou physiques
- ▶ la gestion des véhicules épaves sur les parkings extérieurs aux immeubles
- ▶ les dépôts d'encombrants
- ▶ les divagations d'animaux
- ▶ les tapages
- ▶ les conflits de voisinage

#### ARTICLE 6 : Assistance aux personnels de Périgord Habitat

En raison des circonstances et du contexte, certaines interventions techniques du personnel de Périgord Habitat peuvent présenter un caractère sensible. La Directrice générale de Périgord Habitat et le chef de service de la police municipale de ..... ou leurs représentants peuvent décider conjointement que des agents de la police municipale participent à un dispositif de sécurisation durant ces interventions visant à prévenir la commission d'infraction.

### ARTICLE 7 : Partage réciproque de l'information

Pour assurer la bonne coordination opérationnelle des services de Périgord Habitat et de la police municipale, la Directrice générale de Périgord Habitat et le chef de service de la police municipale de ....., ou leurs représentants, s'informent mutuellement des évènements susceptibles d'avoir une incidence en matière de bon ordre, sûreté, sécurité et salubrité publics relatifs au patrimoine de Périgord Habitat où aux abords dudit patrimoine.

La police municipale et Périgord Habitat veilleront ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service et à la sécurité des personnes et des biens dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données.

### ARTICLE 8 : Moyens de communication

La communication entre la police municipale et Périgord Habitat se fait par ligne téléphonique, messagerie électronique dans les conditions définies d'un commun accord entre leurs responsables.

### ARTICLE 9 : Modalités de la coordination

La Directrice générale de Périgord Habitat et le chef de service de la police municipale de ..... ou leurs représentants se réunissent périodiquement pour échanger toute information utile à la prévention des incivilités, des actes de délinquance, au bon ordre, à la sûreté, la sécurité et la salubrité publics relatifs au patrimoine de Périgord Habitat où aux abords dudit patrimoine.

Ces réunions sont organisées selon les modalités suivantes :

- ▶ Réunion annuelle entre la Directrice générale de Périgord Habitat et le chef de service de la police municipale de ..... aux fins d'évaluer la présente convention, de dresser le bilan de l'année écoulée et de déterminer conjointement les objectifs stratégiques pour l'année à venir.
- ▶ Réunion mensuelle entre la Directrice générale de Périgord Habitat et le chef de service de la police municipale de ..... ou leurs représentants visant à apporter une réponse coordonnée aux problématiques dans le respect des compétences de chaque service.
- ▶ Réunion ponctuelle entre la Directrice générale de Périgord Habitat et le chef de service de la police municipale de ..... ou leurs représentants aux fins d'assurer la mise en œuvre et la complémentarité des dispositifs prévus à l'article 6.

**ARTICLE 10: Evaluation annuelle**

Un rapport d'évaluation annuel est établi, selon les modalités fixées d'un commun accord par la Directrice générale de Périgord Habitat et le chef de service de la police municipale de ....., sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention.  
Ce rapport est communiqué au Maire, au procureur de la République et au responsable des forces de sécurité de l'Etat.

Ce rapport est présenté au cours de la réunion annuelle telle que prévue à l'article 9 de la présente convention.

**ARTICLE 11 : Modification de la convention**

Pour toute modification, la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par l'ensemble des parties.

**ARTICLE 12: Durée**

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une période d'un an et est renouvelable par tacite reconduction.

**ARTICLE 13: Résiliation**

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception qui respectera un délai de préavis d'un mois.  
Dans ce cas, l'ensemble des moyens d'accès mis à disposition devra être restitué à Périgord Habitat dans le mois suivant la date de fin de la convention.

Fait le.....à .....

La Directrice Générale

Le(a) Maire

Séverine GENNERET

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-30-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023





**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS :** M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS :** M. PERRUCHAUD – M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 31-2023**

(Code de la nomenclature : 5.3.4)

**OBJET : APPROBATION DES NOUVEAUX STATUTS DE L'ATD 24**

Le 29 novembre 2022, l'Agence Technique Départementale de la Dordogne a tenu son Assemblée générale extraordinaire afin de faire évoluer ses statuts qui dataient de la création de l'agence en 1983.

Cette mise à jour a permis de prendre en compte les évolutions réglementaires, techniques, et les enjeux actuels pour lesquels l'agence technique s'inscrit en soutien auprès des collectivités au quotidien, en développant des services mutualisés, et en proposant une expertise et une ingénierie adaptées aux besoins de ces collectivités.

La Communauté de communes prend en charge financièrement l'adhésion des communes aux services de l'ATD. Toutefois il est nécessaire pour chaque Commune de délibérer afin d'approuver les nouveaux statuts.

Vu l'article L 5511-1 du code général des collectivités territoriales qui prévoit que : « Le département, des communes et des établissements publics intercommunaux peuvent créer entre eux un établissement public dénommé Agence départementale. Cette agence est chargée d'apporter, aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département qui le demandent une assistance d'ordre technique, juridique ou financier. »

Vu la délibération du Conseil général de la Dordogne en date du 06 juillet 1982 proposant la création d'une agence technique départementale,

Vu la délibération de l'Assemblée générale constitutive de l'ATD24 en date du 25 janvier 1983, approuvant les statuts de l'ATD 24,

Vu les statuts modifiés de l'ATD24,

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-31-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception en préfecture : 14/04/2023

Vu la délibération de l'Assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 2022 modifiant les statuts de l'ATD24,

Il est rappelé que l'adhésion à l'ATD 24 permet à la collectivité de :

- avoir accès, sans frais supplémentaire, aux services suivants :
  - . conseils, études d'opportunité et de études de faisabilité de la direction Aménagement Territorial,
  - . assistance juridique et administrative de la direction Gestion des Territoires,
  - . (au choix de la collectivité) diagnostic et faisabilité dans le domaine de la Gestion de la voirie communale et intercommunale
- souscrire aux missions optionnelles proposées par l'ATD24.

Le conseil municipal est invité à :

- Approuver les statuts de l'Agence Technique Départementale tels que joints,
- Désigner un(e) représentant(e) au sein des organes délibérants à l'Agence Technique Départementale.

Après appel à candidature de Monsieur le maire, seul Monsieur CAILLOU se présente.

Pour rappel, les représentants de la Commune au sein des différentes instances sont désignés à bulletin secret sauf si, à l'unanimité, le conseil décide de ne pas y procéder. Dans ce cas, le vote est public. Le conseil municipal décide de lever le secret du vote à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

## DÉCIDE

- 1 **D'approuver** les statuts de l'Agence Technique Départementale de la Dordogne tels que joints à la présente délibération,

### Décision du conseil municipal :

**Votes pour :** 24  
**Votes contre :** 0  
**Abstentions :** 0

- 2 **De désigner** Monsieur CAILLOU comme représentant de la Commune de Ribérac au sein des organes délibérants à l'Agence Technique Départementale.

### Décision du conseil municipal :

**Votes pour :** 21 (*M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – M. FOURNIER – Mme BOUCHARD – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. CASANAVE – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER*)  
**Votes contre :** 0  
**Abstentions :** 3 (*M. CHOTARD – M. RALLION – Mme CHEVALIER*)

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

  
Le maire  
Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-31-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Affichée le 14/04/23

Délibération 31-2023

## Chapitre I : CREATION ET DISSOLUTION DE L'AGENCE - DISPOSITIONS GENERALES

### Article 1 : Dénomination, siège et membres

---

En application de l'article 32 de la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, codifié à l'article L.5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est créé entre le Département, les Communes et les établissements publics intercommunaux (EPCI) du département qui adhèrent ou adhèreront aux présents statuts, un Etablissement Public Administratif (EPA) dénommé :

" AGENCE TECHNIQUE DÉPARTEMENTALE DE LA DORDOGNE "

Ci-après dénommée « ATD 24 »

Son siège est fixé à PERIGUEUX, 2 Place HOCHÉ. Il ne peut être transféré que par décision du Conseil d'Administration.

### Article 2 : Missions

---

L'ATD24 a pour objet d'apporter aux collectivités territoriales et aux EPCI du département qui le demandent une assistance d'ordre technique, juridique ou financier et a vocation à entreprendre toutes études, recherches, démarches ou réalisations dans les domaines suivants :

- Aménagement territorial durable (bâtiments, aménagements paysagers, patrimoine routier, voirie, urbanisme, ouvrages d'art, dossiers énergétiques, ...);
- Eau et assainissement (assistance technique, eau potable, eaux pluviales, stations d'épurations, ...);
- Numérique (cartographie numérique, administration numérique, services numériques, protection des données, cybersécurité, ...);
- Accompagnement aux enjeux de résilience territoriale (approvisionnement, mobilité douce, bio&local, ...);
- Le montage et la passation de marchés publics, le montage et l'animation de groupements de commandes, l'ATD24 se constituant en cas de besoin en centrale d'achat au profit de ses membres adhérents et des établissements publics conventionnant avec l'ATD24 pour toute catégorie d'achat se rattachant aux domaines d'activités définis par les présents statuts ;
- La recherche de subventions et l'aide au montage des dossiers de demande s'y rapportant ;
- L'assistance juridique et le conseil aux élus dans tous leurs domaines de compétences.

L'assistance d'ordre technique, juridique ou financier peut être étendue à d'autres domaines, dans les limites de l'article L. 5511-1 du CGCT, par décision à la majorité de l'assemblée générale extraordinaire de l'ATD24.

Depuis la création de cet outil départemental, l'ATD24 permet de mutualiser les ressources et les besoins de ses membres afin de conforter l'ingénierie de solidarité territoriale, le développement des initiatives locales et l'autonomie des collectivités du territoire départemental.

L'ATD24 pourra réaliser des missions d'assistance pour le compte de structures non membres de l'Agence, dans la limite de 20 % de son chiffre d'affaires, le Conseil d'Administration étant obligatoirement appelé à valider la liste des non-adhérents concernés.

### Article 3 : Membres

---

Le Département est membre statutairement de l'ATD24. Peuvent également être membre de l'ATD24, et bénéficier de ses services :

- Toutes les communes de Dordogne ;
- Toutes les communautés de communes, communautés d'agglomération ou autres établissements publics de coopérations intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP dont le siège est sis dans le département de la Dordogne ou dans un autre département dans le cas où des communes de Dordogne seraient rattachées à un EPCI-FP dont le siège est sis hors du département de la Dordogne ;
- Tous les autres établissements publics de coopération intercommunale, dont les syndicats de communes, dont le siège est sis dans le département de la Dordogne.

Au sens du présent article :

Siègent seuls avec voix délibérative au sein des organes délibérants de l'ATD24, les Conseillers Départementaux, les Maires (ou les Maires-Adjoints ou Conseillers municipaux désignés à cet effet) pour les Communes, les Présidents (ou les Vice-Présidents ou Conseillers communautaires désignés à cet effet) pour les EPCI.

Un élu exerçant plusieurs fonctions ci-avant ne peut siéger qu'à un seul titre.

### Article 4 : Durée et conditions d'adhésion

---

L'ATD24 est créée pour une durée illimitée.

Toute commune, tout établissement public intercommunal du Département peut demander son adhésion à l'Agence après sa création.

La qualité de membre s'acquiert de droit dès notification au Conseil d'Administration de l'approbation des présents statuts.

**Article 5 : Perte de la qualité de membre**

---

La qualité de membre de l'ATD24 se perd par le retrait volontaire.

Toute Commune, tout EPCI du département peut demander son retrait de l'ATD24.

Ce retrait doit être sollicité par l'assemblée délibérante de la collectivité concernée. Cette demande, accompagnée de la délibération correspondante, est soumise à l'approbation du Conseil d'administration à la majorité des deux tiers.

Le retrait prend effet trois mois après la décision du Conseil d'Administration. Les obligations, de toute nature, nées avant cette date à l'égard de l'ATD24 restent à la charge du membre. De même, la cotisation au titre de l'année au cours de laquelle le retrait est entériné par le Conseil d'Administration, reste due.

L'adhésion d'un EPCI n'emporte pas adhésion individuelle des communes qui le composent. Les EPCI adhérents à l'Agence peuvent décider, par délibération de l'organe compétent, de financer tout ou partie de l'adhésion de leur communes membres. Cela ne saurait dispenser en aucun cas les communes concernées de prendre à leur niveau la délibération d'adhésion nécessaire.

**Article 6 : Partenaires de l'agence**

---

L'Agence peut s'associer avec les organismes qui contribuent à la réalisation des mêmes missions et au développement des activités. Les conventions afférentes fixent notamment les modalités selon lesquelles les activités de ces divers organismes participent aux actions communes.

Ils participent, sur invitation du Président, à toute instance de l'Agence avec voix consultative.

**Article 7 : Dissolution**

---

La dissolution de l'ATD24 ne pourra être décidée que par une Assemblée Générale Extraordinaire, convoquée et délibérant dans les conditions prévues par l'article 10 des présents statuts. L'Assemblée désignera plusieurs commissaires chargés de la liquidation du patrimoine d'ATD24, après en avoir déterminé les conditions dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

## CHAPITRE II - FONCTIONNEMENT

### Article 8 : Assemblée Générale

Organe délibérant, l'Assemblée Générale comprend tous les adhérents de l'ATD24.

L'ordre du jour des Assemblées Générales est fixé par le Conseil d'Administration. Celui-ci est tenu d'y faire figurer toutes les questions, dont l'inscription lui est demandée par un tiers au moins des membres de l'Assemblée Générale, dès lors qu'elles lui auront été présentées au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion de l'Assemblée.

Les délibérations des Assemblées Générales sont consignées dans un procès-verbal signé par le Président.

Les Assemblées Générales peuvent être ordinaires ou extraordinaires. Les membres de l'ATD24 sont répartis en deux collèges disposant de pouvoirs égaux :

- le premier collège est constitué du Président du Conseil départemental, membre de droit et statutairement Président du Conseil d'administration de l'Agence, et de Conseillers Départementaux de la Dordogne. L'Assemblée Départementale désigne à cet effet, après chaque renouvellement du Conseil Départemental, 12 représentants pour siéger au sein de l'Assemblée générale et au Conseil d'administration ;
- le second collège est constitué des représentants des Communes et des EPCI à raison d'un représentant par commune et EPCI. Ce collège élit en son sein au scrutin uninominal majoritaire 12 membres pour représenter ce collège au sein du Conseil d'administration, et ce dans un délai de trois mois suivant chaque renouvellement général des conseils municipaux.

Les membres peuvent se faire représenter en donnant pouvoir par écrit à un autre membre ou à son représentant désigné dans les conditions de l'article 3. Chaque membre ne peut détenir que trois pouvoirs au plus.

### Article 9 : Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire des membres de l'ATD24 se réunit au moins une fois par an sur convocation du Président du Conseil d'Administration.

Elle entend lecture du rapport du Conseil d'Administration sur les activités ATD24 et des comptes de l'année passée, ainsi que la présentation du budget prévisionnel et les perspectives financières pour les trois années à venir. L'Assemblée se prononce sur ce rapport.

Elle détermine la politique générale de l'ATD24.

Ses décisions sont prises à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, sans qu'aucune condition de quorum ne soit imposée. Elle délibère sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour.

**Article 10 : Assemblée Générale Extraordinaire**

---

L'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée par le Président du Conseil d'Administration, ou sur proposition du tiers des membres de l'ATD24 soumise au Président, un mois au moins avant la séance.

Elle peut statuer sur toutes les questions d'une importance particulière qui lui sont soumises par le Conseil d'Administration. Seule l'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider des modifications de statuts ou de la dissolution de l'ATD24. Elle ne peut délibérer que si le tiers des membres de chacun des collèges définis à l'article 8 y sont présents ou représentés. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée à nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire doivent être prises à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés.

**Article 11 : Composition du Conseil d'Administration**

---

Le Conseil d'administration comprend 25 membres : Le Président du Conseil départemental, membre de droit, ainsi que les 12 conseillers départementaux et les 12 représentants des communes et EPCI désignées dans les conditions de l'article 8 du présent statut.

Le président du Conseil départemental est de droit Président du Conseil d'Administration, il peut déléguer cette présidence dans les conditions de l'article 13.

Les membres sortants sont rééligibles 3 fois. Les membres du Conseil d'Administration qui perdent la qualité en vertu de laquelle ils ont été désignés, cessent immédiatement d'en faire partie. Dans ce cas, ainsi que par suite de décès, ou de démission, l'Assemblée Départementale ou le collège des communes et EPCI pourvoient au remplacement de ces membres, dans les mêmes conditions que celles définies aux alinéas suivants. Les pouvoirs des membres ainsi désignés prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Ainsi, après chaque renouvellement du Conseil Départemental, les membres du Conseil d'Administration du premier collège perdent cette qualité. L'Assemblée Départementale désigne leurs remplaçants en son sein. De même, après chaque renouvellement général des conseils municipaux et l'installation consécutive des assemblées délibérantes des EPCI, les membres du Conseil d'Administration du second collège perdent cette qualité. Ils font alors l'objet d'une nouvelle élection au scrutin uninominal par ce collège lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui suit le renouvellement. Cette élection est organisée dans les meilleurs délais par le Président du Conseil Départemental ou son représentant délégué, Président du Conseil d'Administration, qui convoque et préside la séance.

Lors de la première séance qui suit chaque nouvelle désignation générale de ses membres issus de l'un ou l'autre des deux collèges de l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration procède à la nomination de cinq Vice-Présidents. Le Premier Vice-Président est de droit le Président de l'Union des Maires de la Dordogne, à condition que la Commune dont il est Maire ou la communauté de communes dont il est président soit membre de l'ATD24 et dès lors qu'il ou qu'elle aura été désigné(e) au titre de l'un des deux collèges cités à l'article 8. Les 2ème et 4ème Vice-Présidents sont désignés parmi eux par

les 12 membres du Conseil d'Administration issus du premier collège. Les 3ème et 5ème Vice-Présidents sont désignés parmi eux par les 12 membres du Conseil d'Administration issus du second collège.

Les Vice-Présidents qui perdent la qualité en vertu de laquelle ils ont pu être désignés, cessent immédiatement d'exercer ces fonctions. Dans ce cas, ainsi que par suite de décès ou de démission, la catégorie de membres du Conseil d'Administration concernée, préalablement complétée, procède à la désignation de leurs remplaçants selon les modalités décrites aux alinéas précédents.

#### Article 12 : Réunions du Conseil d'Administration

---

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président qui fixe l'ordre du jour avec un délai minimum d'une semaine sauf urgence.

Il est, en outre, réuni sur la demande écrite de la moitié de ses membres.

Les membres du Conseil d'Administration peuvent se faire représenter en donnant pouvoir par écrit à un autre membre du Conseil d'Administration. Chaque membre ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

Le Directeur de l'ATD24, l'Agent Comptable ainsi qu'un au moins des titulaires des représentants du personnel de l'ATD24, assistent aux séances à titre consultatif. Le Président peut convoquer toute personne dont il estime la présence utile aux débats du Conseil.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil d'Administration est à nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximum de quinze jours ; il délibère alors sans condition de quorum.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Les délibérations font l'objet de procès-verbaux signés par le Président. Elles sont notifiées aux intéressés et communiquées aux membres du Conseil d'Administration dans les deux mois suivant la réunion.

Le Conseil d'Administration délibère sur :

- Le rapport d'activité annuel de l'ATD24 ;
- Le budget, les crédits supplémentaires et les comptes ;
- Les participations financières des membres ;
- Les acquisitions, aliénations, échanges d'immeuble et leur affectation,
- Les emprunts ;
- Les tarifs des prestations ;
- L'identification des structures non-adhérentes pouvant potentiellement bénéficier d'une assistance technique de l'Agence, dans la limite de 20 % de son activité ;
- Le règlement de fonctionnement ;
- Les règles concernant l'emploi des personnels ;
- Les actions judiciaires et les transactions ;
- Le transfert du siège de l'établissement ;
- La désignation des membres de la commission d'appels d'offres en cas de besoin ;
- L'adhésion ou le retrait d'un membre adhérent.



**Article 13 : Le Président**

---

Le Président du Conseil départemental est, de plein droit, le Président de l'ATD24. Il peut toutefois tout en restant membre du Conseil d'Administration déléguer à l'un des conseillers départementaux membre du 1er collège, la présidence de l'ATD24. Cette délégation s'effectue par arrêté et peut être rapportée dans les mêmes conditions.

Le Président de l'ATD24 est chargé de la préparation et de l'exécution des délibérations des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration et doit tenir le Conseil d'Administration régulièrement informé de la marche générale des services et de la gestion de l'ATD24.

Le Président représente l'ATD24 dans tous les actes de la vie civile.

Il est compétent pour régler les affaires de l'ATD24 autres que celles qui sont énumérées aux articles 9, 10 et 12.

Il peut, sous le contrôle du Conseil d'Administration, ester en justice au nom de l'ATD24, tant en demande qu'en défense, former tous appels ou pourvois.

Il convoque les Assemblées Générales, organise les réunions du Conseil d'Administration et préside toutes les Assemblées. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le 1er Vice-Président et, à défaut, par un autre Vice-Président.

**Article 14 : Le Directeur**

---

Le Directeur de l'ATD24 est nommé par le Conseil d'Administration sur proposition de son Président.

Il assiste le Président du Conseil d'Administration dans ses fonctions. Il assure le recrutement et la direction du personnel, sur lequel il a autorité, et l'organisation, l'animation et l'exécution des missions confiées à l'ATD24.

Il assiste aux réunions du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales avec voix consultative.

Il peut recevoir du Président ou du Président délégué toute délégation de signature pour la bonne exécution des décisions prises en Conseil d'administration.

**Article 15 : Règlement intérieur**

---

Un règlement intérieur préparé et adopté par le conseil d'administration précisera les règles de fonctionnement interne, en particulier la déclinaison des missions, conditions, modalités, tarifs et procédures d'accès aux prestations de l'Agence.

Les modifications du règlement seront préparées et adoptées dans les mêmes formes que le règlement intérieur initial.

**Article 16 : La commission consultative d'évaluation technique**

---

A l'initiative du président, il peut être créé au sein de l'Agence auprès du Président du Conseil d'Administration, une commission consultative d'évaluation technique chargée d'apprécier la qualité des services rendus aux bénéficiaires.

Elle peut émettre tous avis, propositions et recommandations de nature à accroître l'efficacité de l'Agence.

Elle comprend neuf membres qui se répartissent de la façon suivante :

- Trois membres du premier collège
- Trois membres du second collège
- Trois personnes qualifiées nommés par le Président après avis du Conseil d'Administration, en tant que représentants d'organismes concernés par les activités de l'Agence

Cette commission consultative, si elle est constituée, doit être renouvelée par décision expresse à l'occasion de chaque renouvellement du premier collège.

### CHAPITRE III - LES RESSOURCES

**Article 17 : Gestion comptable et financière**

---

La gestion comptable de l'ATD24 est assurée par un Comptable du Trésor désigné par arrêté préfectoral. Les règles comptables et budgétaires applicables à l'ATD sont celles applicables au cadre budgétaire et comptable en vigueur.

Les ressources de l'ATD24 sont constituées par :

- Les participations financières des membres ;
- Les subventions et dotations diverses ;
- Le produit des emprunts contractés ;
- Les recettes tirées de son activité ;
- Toute autre ressource qui ne soit pas interdite par la législation en vigueur.

Le Département et les autres membres de l'ATD24 s'engagent à en assurer l'équilibre financier dans des conditions déterminées par les deux collèges

L'Agence pourra bénéficier de mise à disposition de personnels, de matériels ainsi que de locaux par tous ses adhérents. Ces mises à disposition font l'objet d'une convention entre l'Agence et le co-contractant



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. PERRUCHAUD – M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 32-2023**

(Code de la nomenclature : 6.1.2)

**OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT ET D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'ÉVÉNEMENT RIBIERAC**

Dans le cadre de l'organisation d'un événement intitulé « Ribérac » qui se tiendra le samedi 10 juin 2023, dans le parc des Beauvières, il est proposé de conclure une convention de partenariat et d'occupation temporaire du territoire avec le Comité de jumelage Ribérac-Rietberg dans les conditions définies dans le document ci-joint.

Le conseil municipal est invité à :

- Se prononcer sur la convention telle que ci-jointe,
- Autoriser Monsieur le maire à signer ce document et à donner suite aux obligations en découlant.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

**DÉCIDE**

|  |
|--|
| Accusé de réception en préfecture<br>024-212403521-20230411-32-2023-DE<br>Date de télétransmission : 14/04/2023<br>Date de réception préfecture : 14/04/2023 |
|--|

1 **De se prononcer** favorablement sur la convention telle que jointe à la présente délibération,

2 **D'autoriser** Monsieur le maire à signer ce document et à donner suite aux obligations en découlant.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Décision du conseil municipal :**

**Votes pour :** 24  
**Votes contre :** 0  
**Abstentions :** 0

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-32-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 32-2023

Affichée le 14/04/23



## CONVENTION DE PARTENARIAT ET D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'ÉVÉNEMENT « RIBIERAC »

### ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La Commune de Ribérac, domiciliée 7 rue des Mobiles de Coulmiers 24600 Ribérac, représentée par Monsieur Nicolas PLATON, agissant en qualité de Maire au nom et pour le compte de la commune, dûment mandaté à l'effet des présentes, par délibération du conseil municipal en date du 11 avril 2023

Ci-après dénommée « La Commune »

Et

Madame/Monsieur.....  
domicilié(e) .....

Ou

L'association / La société..... immatriculée sous le n° .....  
domiciliée.....représentée par.....

Ci-après dénommée « L'occupant »

### EXPOSE

La Commune organise l'événement intitulé « RIBIERAC » à Ribérac le 10 JUIN 2023 dans le parc des Beauvières dont elle est propriétaire.

La commune met à disposition de l'occupant un emplacement sur ce lieu afin qu'il participe à cet événement. Elle installera également des tables, chaises ou bancs pour les visiteurs.

*Ceci étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :*

#### 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de l'événement et de la mise à disposition de l'occupation du domaine public.

L'objectif commun des deux parties étant de développer et de promouvoir la 1<sup>ère</sup> édition de l'événement et d'une manière générale, d'animer la ville de Ribérac auprès de l'ensemble de ses habitants et environs.

#### 2. ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La Commune met à disposition de : .....  
un emplacement dans le parc des Beauvières, le 10 juin 2023, pour organiser son événement, un branchement d'électricité si nécessaire. Elle s'assure des conditions satisfaisantes de fonctionnement dans le respect des normes de sécurité : accessibilité, éclairage, accès à des sanitaires... Elle s'assure également de la propreté des lieux.

Pour promouvoir l'événement, la Commune s'engage à :

- Réaliser affiches, programme, flyers et banderoles

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-32-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

- Assurer la parution d'annonces promotionnelles régulières dans tous les supports de communication que possède la Commune (magazine municipal, site internet, panneaux électroniques, page Facebook, application Intramuros) ;
- Installer l'affiche dans les « panneaux sucettes » de la ville de Ribérac et dans les kakémonos du boulevard F Mitterrand;
- Installer une banderole au rond-point « le relai » de Ribérac
- Annoncer l'événement dans les journaux locaux et utiliser tout autre moyen de communication ;
- Citer le nom de RIBIERAC lors d'annonces sur les radios locales ou journaux ...

## **1. ENGAGEMENTS DE L'OCCUPANT**

### L'occupant s'engage à :

- Assurer la mise en œuvre de l'événement et en assumer la responsabilité événementielle pour la part qui lui incombe ;
- faire connaître à la commune ses besoins pour un bon fonctionnement de son activité et les dimensions de son stand ;
- Respecter les horaires de l'événement convenus au préalable avec la Commune ;
- Fournir à la Commune, dans les délais fixés, les éléments nécessaires à la réalisation des actions de communication ;
- Respecter les lieux mis à disposition ;
- Assurer la gestion des déchets de son propre stand ;
- Aider la Commune dans la diffusion et distribution des affiches et programmes.
- S'interdire la vente de toute boisson alcoolisée. Seule la bière est acceptée et exclusivement sur les stands des brasseurs.

## **1. PARTICIPATION FINANCIERE**

Pour le bon lancement de cette opération, la commune ne demandera aucune participation financière pour l'occupation du domaine public et la fourniture d'électricité.

L'entrée ne sera pas payante. Toutefois toutes les boissons servies sur les stands de bière devront l'être dans des gobelets au logo de la manifestation et vendus au prix de 1 euro. Ils ne seront pas consignés.

Cependant et afin de confirmer la participation des brasseurs, un chèque d'engagement de 100 € leur est demandé. Ce chèque ne constitue en aucun cas un acompte et sera restitué au moment de l'installation.

## **2. RESPONSABILITE**

L'assurance de la Commune couvre l'organisation de l'événement. L'occupant est tenu de fournir une assurance de responsabilité civile.

## **3. DUREE DU PARTENARIAT**

La présente convention est conclue entre les deux parties pour la durée de l'événement en date du 10 juin 2023

## **4. RESILIATION**

En cas de désengagement, chacune des deux parties s'engage à prévenir l'autre par un simple écrit, au moins un mois avant la date de l'événement.

*Fait en double exemplaire*

à..... Le.....

la commune :  
Nicolas PLATON  
Maire de Ribérac

l'occupant :  
.....

|  |
|--|
| <p>Accusé de réception en préfecture<br/>024-212403521-20230411-32-2023-DE<br/>Date de télétransmission : 14/04/2023<br/>Date de réception préfecture : 14/04/2023</p> |
|--|



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. PERRUCHAUD – M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 33-2023**

(Code de la nomenclature : 5.3.4)

**OBJET : DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AU SEIN DE LA SCIC « LES AMIS DE LA LIBRAIRIE L'ARBRE À PALABRES »**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-22,

**Vu** la délibération du conseil municipal n° 26/2023 en date du 07 mars 2023 validant l'entrée de la Commune de Ribérac au capital de la SCIC « Les amis de la librairie l'arbre à palabres »,

Il est proposé de désigner un représentant de la Commune au sein de la SCIC « Les amis de la librairie l'arbre à palabres ».

Pour rappel, les représentants de la Commune au sein des différentes instances sont désignés à bulletin secret sauf si, à l'unanimité, le conseil décide de ne pas y procéder. Dans ce cas, le vote est public. Le conseil municipal décide de lever le secret du vote à l'unanimité.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après appel à candidature de Monsieur le maire, seul Madame ESCULIER se présente.

|  |
|--|
| Accusé de réception en préfecture<br>024-212403521-20230411-33-2023-DE<br>Date de télétransmission : 14/04/2023<br>Date de réception préfecture : 14/04/2023 |
|--|

Monsieur FERNANDEZ, Mme BAPTISTA, Monsieur GONTIER, Monsieur CHOTARD, Monsieur RALLION et Mme CHEVALIER ne prennent pas part au vote, ce qui porte le nombre de votants à 18.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

## DÉCIDE

- 1- De désigner** Madame ESCULIER comme représentante de la commune de Ribérac au sein des instances décisionnelles de la SCIC « Les amis de la librairie l'arbre à palabres ».

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### Décision du conseil municipal :

|                       |           |
|-----------------------|-----------|
| <b>Votes pour :</b>   | <b>18</b> |
| <b>Votes contre :</b> | <b>0</b>  |
| <b>Abstentions :</b>  | <b>0</b>  |

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-33-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 33-2023

Affichée le 14/04/23





**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,  
Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26  
Date de la convocation : 04 avril 2023  
Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 34-2023**

(Code de la nomenclature : 7.1.2)

**OBJET : EXAMEN ET VOTE DES COMPTES DE GESTION 2022**

Le compte de gestion constitue la restitution de comptes du comptable public à l'ordonnateur. Celui-ci est transmis à l'exécutif local par le comptable public avant le 1<sup>er</sup> juin de l'exercice suivant celui auquel il se rapporte.

L'assemblée délibérante entend, débat et arrête le compte de gestion qui est voté avant le 30 juin de l'exercice suivant l'exercice auquel il se rapporte. Son vote intervient avant celui du compte administratif. Le compte de gestion est au nombre des pièces justificatives exigibles au titre du contrôle de légalité du compte administratif.

Le conseil municipal sera invité à se prononcer sur les comptes de gestion relatifs à l'exercice 2021 pour les budgets suivants :

- Budget principal
- Budget annexe régie culturelle de proximité
- Budget annexe cinéma
- Budget annexe assainissement
- Budget annexe abattoir
- Budget annexe camping

Les résultats 2022 se résument comme suit :

| <b>BUDGETS CONSOLIDÉS</b>                  |  | <b>DÉPENSES</b>                   | <b>RECETTES</b>                    | <b>SOLDE D'EXÉCUTION</b> |
|--|--|-----------------------------------|------------------------------------|--------------------------|
| <b>RÉALISATIONS DE L'EXERCICE</b>          | Section de Fonctionnement                            | 5 920 166,05                      | 9 901 803,47                       | 3 981 637,42             |
|  | Section d'Investissement                             | 2 446 147,28                      | 1 996 494,96                       | -449 652,32              |
|  |  | +                                 | +                                  | +                        |
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>           | Report en section de Fonctionnement (002)            | 24 000,45<br><i>(si déficit)</i>  | 394 385,60<br><i>(si excédent)</i> | 370 385,15               |
|  | Report en section d'Investissement (001)             | 805 377,42<br><i>(si déficit)</i> | 3 379,65<br><i>(si excédent)</i>   | -801 997,77              |
|  |  | =                                 | =                                  | =                        |
|  | <b>TOTAL (réalisations + reports)</b>                | <b>9 195 691,20</b>               | <b>12 296 063,68</b>               | <b>3 100 372,48</b>      |
| <b>RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1</b> | Section de Fonctionnement                            | 0,00                              | 0,00                               | 0,00                     |
|  | Section d'Investissement                             | 2 954 359,12                      | 350 860,33                         | -2 603 498,79            |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b> | <b>2 954 359,12</b>               | <b>350 860,33</b>                  | <b>-2 603 498,79</b>     |
| <b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>                     | Section de Fonctionnement                            | 5 944 166,50                      | 10 296 189,07                      | 4 352 022,57             |
|  | Section d'Investissement                             | 6 205 883,82                      | 2 350 734,94                       | -3 855 148,88            |
|  | <b>TOTAL CUMULÉ</b>                                  | <b>12 150 050,32</b>              | <b>12 646 924,01</b>               | <b>496 873,69</b>        |

| <b>BUDGET PRINCIPAL</b>                    |  | <b>DÉPENSES</b>                   | <b>RECETTES</b>                    | <b>SOLDE D'EXÉCUTION</b> |
|--|--|-----------------------------------|------------------------------------|--------------------------|
| <b>RÉALISATIONS DE L'EXERCICE</b>          | Section de Fonctionnement                            | 5 093 607,34                      | 8 718 905,62                       | 3 625 298,28             |
|  | Section d'Investissement                             | 1 824 003,53                      | 1 352 568,82                       | -471 434,71              |
|  |  | +                                 | +                                  | +                        |
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>           | Report en section de Fonctionnement (002)            | 0,00<br><i>(si déficit)</i>       | 220 151,27<br><i>(si excédent)</i> | 220 151,27               |
|  | Report en section d'Investissement (001)             | 643 376,01<br><i>(si déficit)</i> | 0,00<br><i>(si excédent)</i>       | -643 376,01              |
|  |  | =                                 | =                                  | =                        |
|  | <b>TOTAL (réalisations + reports)</b>                | <b>7 560 986,88</b>               | <b>10 291 625,71</b>               | <b>2 730 638,83</b>      |
| <b>RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1</b> | Section de Fonctionnement                            | 0,00                              | 0,00                               | 0,00                     |
|  | Section d'Investissement                             | 2 596 932,82                      | 350 860,33                         | -2 246 072,49            |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b> | <b>2 596 932,82</b>               | <b>350 860,33</b>                  | <b>-2 246 072,49</b>     |
| <b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>                     | Section de Fonctionnement                            | 5 093 607,34                      | 8 939 056,89                       | 3 845 449,55             |
|  | Section d'Investissement                             | 5 064 312,36                      | 1 703 429,15                       | -3 360 883,21            |
|  | <b>TOTAL CUMULÉ</b>                                  | <b>10 157 919,70</b>              | <b>10 642 486,04</b>               | <b>484 566,34</b>        |

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-34-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

| <b>BUDGET ASSAINISSEMENT</b>               |  | <b>DÉPENSES</b>                   | <b>RECETTES</b>                    | <b>SOLDE D'EXÉCUTION</b> |
|--|--|-----------------------------------|------------------------------------|--------------------------|
| <b>RÉALISATIONS DE L'EXERCICE</b>          | Section d'Exploitation                               | 238 834,09                        | 403 576,84                         | 164 742,75               |
|  | Section d'Investissement                             | 420 444,91                        | 506 053,24                         | 85 608,33                |
|  |  | +                                 | +                                  | +                        |
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>           | Report en section d'Exploitation (002)               | 0,00<br><i>(si déficit)</i>       | 172 610,71<br><i>(si excédent)</i> | 172 610,71               |
|  | Report en section d'Investissement (001)             | 143 678,66<br><i>(si déficit)</i> | 0,00<br><i>(si excédent)</i>       | -143 678,66              |
|  |  | =                                 | =                                  | =                        |
|  | <b>TOTAL (réalisations + reports)</b>                | <b>802 957,66</b>                 | <b>1 082 240,79</b>                | <b>279 283,13</b>        |
| <b>RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1</b> | Section d'Exploitation                               | 0,00                              | 0,00                               | 0,00                     |
|  | Section d'Investissement                             | 238 576,13                        | 0,00                               | -238 576,13              |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b> | <b>238 576,13</b>                 | <b>0,00</b>                        | <b>-238 576,13</b>       |
| <b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>                     | Section d'Exploitation                               | 238 834,09                        | 576 187,55                         | 337 353,46               |
|  | Section d'Investissement                             | 802 699,70                        | 506 053,24                         | -296 646,46              |
|  | <b>TOTAL CUMULÉ</b>                                  | <b>1 041 533,79</b>               | <b>1 082 240,79</b>                | <b>40 707,00</b>         |

| <b>BUDGET CINÉMA MAX LINDER</b>            |  | <b>DÉPENSES</b>               | <b>RECETTES</b>                  | <b>SOLDE D'EXÉCUTION</b> |
|--|--|-------------------------------|----------------------------------|--------------------------|
| <b>RÉALISATIONS DE L'EXERCICE</b>          | Section d'Exploitation                               | 165 564,37                    | 238 528,94                       | 72 964,57                |
|  | Section d'Investissement                             | 59 757,19                     | 39 809,08                        | -19 948,11               |
|  |  | +                             | +                                | +                        |
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>           | Report en section d'Exploitation (002)               | 688,15<br><i>(si déficit)</i> | 0,00<br><i>(si excédent)</i>     | -688,15                  |
|  | Report en section d'Investissement (001)             | 0,00<br><i>(si déficit)</i>   | 3 080,65<br><i>(si excédent)</i> | 3 080,65                 |
|  |  | =                             | =                                | =                        |
|  | <b>TOTAL (réalisations + reports)</b>                | <b>226 009,71</b>             | <b>281 418,67</b>                | <b>55 408,96</b>         |
| <b>RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1</b> | Section d'Exploitation                               | 0,00                          | 0,00                             | 0,00                     |
|  | Section d'Investissement                             | 91 304,17                     | 0,00                             | -91 304,17               |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b> | <b>91 304,17</b>              | <b>0,00</b>                      | <b>-91 304,17</b>        |
| <b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>                     | Section d'Exploitation                               | 166 252,52                    | 238 528,94                       | 72 276,42                |
|  | Section d'Investissement                             | 151 061,36                    | 42 889,73                        | -108 171,63              |
|  | <b>TOTAL CUMULÉ</b>                                  | <b>317 313,88</b>             | <b>281 418,67</b>                | <b>-35 695,21</b>        |

| <b>BUDGET ABATTOIR</b>                     |  | <b>DÉPENSES</b>                  | <b>RECETTES</b>              | <b>SOLDE D'EXÉCUTION</b> |
|--|--|----------------------------------|------------------------------|--------------------------|
| <b>RÉALISATIONS DE L'EXERCICE</b>          | Section d'Exploitation                               | 227 621,71                       | 307 644,40                   | 80 022,69                |
|  | Section d'Investissement                             | 139 240,15                       | 88 088,92                    | -51 151,23               |
|  |  | +                                | +                            | +                        |
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>           | Report en section d'Exploitation (002)               | 13 391,98<br><i>(si déficit)</i> | 0,00<br><i>(si excédent)</i> | -13 391,98               |
|  | Report en section d'Investissement (001)             | 15 151,74<br><i>(si déficit)</i> | 0,00<br><i>(si excédent)</i> | -15 151,74               |
|  |  | =                                | =                            | =                        |
|  | <b>TOTAL (réalisations + reports)</b>                | <b>395 405,58</b>                | <b>395 733,32</b>            | <b>327,74</b>            |
| <b>RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1</b> | Section d'Exploitation                               | 0,00                             | 0,00                         | 0,00                     |
|  | Section d'Investissement                             | 0,00                             | 0,00                         | 0,00                     |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b> | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>              |
| <b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>                     | Section d'Exploitation                               | 241 013,69                       | 307 644,40                   | 66 630,71                |
|  | Section d'Investissement                             | 154 391,89                       | 88 088,92                    | -66 302,97               |
|  | <b>TOTAL CUMULÉ</b>                                  | <b>395 405,58</b>                | <b>395 733,32</b>            | <b>327,74</b>            |

| <b>BUDGET RÉGIE CULTURELLE</b>             |  | <b>DÉPENSES</b>                 | <b>RECETTES</b>              | <b>SOLDE D'EXÉCUTION</b> |
|--|--|---------------------------------|------------------------------|--------------------------|
| <b>RÉALISATIONS DE L'EXERCICE</b>          | Section de Fonctionnement                            | 189 079,14                      | 220 021,55                   | 30 942,41                |
|  | Section d'Investissement                             | 2 561,50                        | 9 588,90                     | 7 027,40                 |
|  |  | +                               | +                            | +                        |
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>           | Report en section de Fonctionnement (002)            | 9 920,32<br><i>(si déficit)</i> | 0,00<br><i>(si excédent)</i> | -9 920,32                |
|  | Report en section d'Investissement (001)             | 3 171,01<br><i>(si déficit)</i> | 0,00<br><i>(si excédent)</i> | -3 171,01                |
|  |  | =                               | =                            | =                        |
|  | <b>TOTAL (réalisations + reports)</b>                | <b>204 731,97</b>               | <b>229 610,45</b>            | <b>24 878,48</b>         |
| <b>RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1</b> | Section de Fonctionnement                            | 0,00                            | 0,00                         | 0,00                     |
|  | Section d'Investissement                             | 27 546,00                       | 0,00                         | -27 546,00               |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b> | <b>27 546,00</b>                | <b>0,00</b>                  | <b>-27 546,00</b>        |
| <b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>                     | Section de Fonctionnement                            | 198 999,46                      | 220 021,55                   | 21 022,09                |
|  | Section d'Investissement                             | 33 278,51                       | 9 588,90                     | -23 689,61               |
|  | <b>TOTAL CUMULÉ</b>                                  | <b>232 277,97</b>               | <b>229 610,45</b>            | <b>-2 667,52</b>         |

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-34-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

| <b>BUDGET CAMPING</b>                      |  | <b>DÉPENSES</b> | <b>RECETTES</b>                  | <b>SOLDE D'EXÉCUTION</b> |
|--|--|-----------------|----------------------------------|--------------------------|
| <b>RÉALISATIONS DE L'EXERCICE</b>          | Section de Fonctionnement  | 5 459,40        | 13 126,12                        | 7 666,72                 |
|  | Section d'Investissement   | 140,00          | 386,00                           | 246,00                   |
|  |  | +               | +                                | +                        |
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>           | Report en section de Fonctionnement (002)<br><i>(si déficit)</i> | 0,00            | 1 623,62<br><i>(si excédent)</i> | 1 623,62                 |
|  | Report en section d'Investissement (001)<br><i>(si déficit)</i>  | 0,00            | 299,00<br><i>(si excédent)</i>   | 299,00                   |
|  |  | =               | =                                | =                        |
|  | <b>TOTAL (réalisations + reports)</b>                            | <b>5 599,40</b> | <b>15 434,74</b>                 | <b>9 835,34</b>          |
| <b>RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1</b> | Section de Fonctionnement  | 0,00            | 0,00                             | 0,00                     |
|  | Section d'Investissement   | 0,00            | 0,00                             | 0,00                     |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b>             | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>              |
| <b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>                     | Section de Fonctionnement  | 5 459,40        | 14 749,74                        | 9 290,34                 |
|  | Section d'Investissement   | 140,00          | 685,00                           | 545,00                   |
|  | <b>TOTAL CUMULÉ</b>  | <b>5 599,40</b> | <b>15 434,74</b>                 | <b>9 835,34</b>          |

Après demande de Monsieur le maire, le conseil municipal choisit à l'unanimité de procéder à un vote unique pour l'ensemble des comptes de gestion.

Monsieur GUIGNOT, conseiller aux décideurs locaux, confirme que les comptes de gestion sont justes et conformes aux comptes administratifs.

Le conseil municipal, délibérant sur les comptes de gestion de l'exercice 2022 du budget principal et des budgets annexes, dressés par Monsieur le Trésorier, après s'être fait présenter les résultats 2022 pour le budget principal et les budgets annexes,

### DÉCIDE

- De constater** pour les comptes de gestion 2022 les identités de valeurs avec les indications des comptes administratifs tant dans le détail que dans le résultat ;
- De voter** les comptes de gestion 2022 pour le budget principal et les budgets annexes de la Commune.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

|  |  |
|--|--|
| <b>Décision du conseil municipal :</b> |  |
| <b>Votes pour :</b>                    | <b>19 (M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER-SANGUE – M. FOURNIER – Mme BOUCHARD – Mme BERRY – M. NAULEAU – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. CASANAVE – M. FERNANDEZ)</b> |
| <b>Votes contre :</b>                  | <b>0</b>   |
| <b>Abstentions :</b>                   | <b>7 (M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION – Mme CHEVALIER)</b>  |

Accusé de réception en préfecture  
2023-04-14-30226-13  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-34-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 34-2023

Affichée le 14/04/23



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,  
Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26  
Date de la convocation : 04 avril 2023  
Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 35-2023**  
(Code de la nomenclature : 7.1.2)

**OBJET EXAMEN ET VOTE DES COMPTES DE ADMINISTRATIFS 2022**

Monsieur le maire cède la présidence de la séance à Madame BEZAC-GONTHIER et quitte la salle. Le nombre de votants est porté à 25.

Les comptes administratifs, établis par l'ordonnateur, doivent être votés au plus tard le 30 juin de l'exercice suivant celui auquel ils se rapportent. Les comptes administratifs doivent correspondre aux comptes de gestion établis par le comptable. Le résultat des comptes administratifs s'apprécie en consolidé (budget principal + budgets annexes).

En application de l'article L. 2121-14 du CGCT, le maire en exercice présente les comptes administratifs, mais il ne peut présider la séance de l'assemblée délibérante au moment de leur vote, ni participer au vote. Un président de séance doit être élu.

Les comptes administratifs sont arrêtés si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre leur adoption.

Les comptes administratifs doivent être signés par tous les membres de l'assemblée délibérante présents lors de leur adoption y compris ceux qui ont voté contre ou se sont abstenus.

|   |
|---|
| Accusé de réception en préfecture<br>024-212403521-20230411-35-2023-DE<br>Date de télétransmission : 14/04/2023<br>Date de réception en préfecture : 14/04/2023 |
|---|

Le conseil municipal sera invité à se prononcer sur les comptes administratifs relatifs à l'exercice 2022 pour les budgets suivants :

- Budget principal
- Budget annexe cinéma
- Budget annexe régie culturelle de proximité
- Budget annexe assainissement
- Budget annexe abattoir
- Budget annexe camping

Les résultats 2022 se résument comme suit :

| <b>BUDGETS CONSOLIDÉS</b>                  |  | <b>DÉPENSES</b>                   | <b>RECETTES</b>                    | <b>SOLDE D'EXÉCUTION</b> |
|--|--|-----------------------------------|------------------------------------|--------------------------|
| <b>RÉALISATIONS DE L'EXERCICE</b>          | Section de Fonctionnement                            | 5 920 166,05                      | 9 901 803,47                       | 3 981 637,42             |
|  | Section d'Investissement                             | 2 446 147,28                      | 1 996 494,96                       | -449 652,32              |
|  |  | +                                 | +                                  | +                        |
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>           | Report en section de Fonctionnement (002)            | 24 000,45<br><i>(si déficit)</i>  | 394 385,60<br><i>(si excédent)</i> | 370 385,15               |
|  | Report en section d'Investissement (001)             | 805 377,42<br><i>(si déficit)</i> | 3 379,65<br><i>(si excédent)</i>   | -801 997,77              |
|  |  | =                                 | =                                  | =                        |
|  | <b>TOTAL (réalisations + reports)</b>                | <b>9 195 691,20</b>               | <b>12 296 063,68</b>               | <b>3 100 372,48</b>      |
| <b>RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1</b> | Section de Fonctionnement                            | 0,00                              | 0,00                               | 0,00                     |
|  | Section d'Investissement                             | 2 954 359,12                      | 350 860,33                         | -2 603 498,79            |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b> | <b>2 954 359,12</b>               | <b>350 860,33</b>                  | <b>-2 603 498,79</b>     |
| <b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>                     | Section de Fonctionnement                            | 5 944 166,50                      | 10 296 189,07                      | 4 352 022,57             |
|  | Section d'Investissement                             | 6 205 883,82                      | 2 350 734,94                       | -3 855 148,88            |
|  | <b>TOTAL CUMULÉ</b>                                  | <b>12 150 050,32</b>              | <b>12 646 924,01</b>               | <b>496 873,69</b>        |

| <b>BUDGET PRINCIPAL</b>                    |  | <b>DÉPENSES</b>                   | <b>RECETTES</b>                    | <b>SOLDE D'EXÉCUTION</b> |
|--|--|-----------------------------------|------------------------------------|--------------------------|
| <b>RÉALISATIONS DE L'EXERCICE</b>          | Section de Fonctionnement                            | 5 093 607,34                      | 8 718 905,62                       | 3 625 298,28             |
|  | Section d'Investissement                             | 1 824 003,53                      | 1 352 568,82                       | -471 434,71              |
|  |  | +                                 | +                                  | +                        |
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>           | Report en section de Fonctionnement (002)            | 0,00<br><i>(si déficit)</i>       | 220 151,27<br><i>(si excédent)</i> | 220 151,27               |
|  | Report en section d'Investissement (001)             | 643 376,01<br><i>(si déficit)</i> | 0,00<br><i>(si excédent)</i>       | -643 376,01              |
|  |  | =                                 | =                                  | =                        |
|  | <b>TOTAL (réalisations + reports)</b>                | <b>7 560 986,88</b>               | <b>10 291 625,71</b>               | <b>2 730 638,83</b>      |
| <b>RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1</b> | Section de Fonctionnement                            | 0,00                              | 0,00                               | 0,00                     |
|  | Section d'Investissement                             | 2 596 932,82                      | 350 860,33                         | -2 246 072,49            |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b> | <b>2 596 932,82</b>               | <b>350 860,33</b>                  | <b>-2 246 072,49</b>     |
| <b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>                     | Section de Fonctionnement                            | 5 093 607,34                      | 8 939 056,89                       | 3 845 449,55             |
|  | Section d'Investissement                             | 5 064 312,36                      | 1 703 429,15                       | -3 360 883,21            |
|  | <b>TOTAL CUMULÉ</b>                                  | <b>10 157 919,70</b>              | <b>10 642 486,04</b>               | <b>484 566,34</b>        |

Accusé de réception en préfecture  
024-21240352-20230411-35-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023



| <b>BUDGET CINÉMA MAX LINDER</b>            |  | <b>DÉPENSES</b>               | <b>RECETTES</b>                  | <b>SOLDE D'EXÉCUTION</b> |
|--|--|-------------------------------|----------------------------------|--------------------------|
| <b>RÉALISATIONS DE L'EXERCICE</b>          | Section d'Exploitation                               | 165 564,37                    | 238 528,94                       | 72 964,57                |
|  | Section d'Investissement                             | 59 757,19                     | 39 809,08                        | -19 948,11               |
|  |  | +                             | +                                | +                        |
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>           | Report en section d'Exploitation (002)               | 688,15<br><i>(si déficit)</i> | 0,00<br><i>(si excédent)</i>     | -688,15                  |
|  | Report en section d'Investissement (001)             | 0,00<br><i>(si déficit)</i>   | 3 080,65<br><i>(si excédent)</i> | 3 080,65                 |
|  |  | =                             | =                                | =                        |
|  | <b>TOTAL (réalisations + reports)</b>                | <b>226 009,71</b>             | <b>281 418,67</b>                | <b>55 408,96</b>         |
| <b>RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1</b> | Section d'Exploitation                               | 0,00                          | 0,00                             | 0,00                     |
|  | Section d'Investissement                             | 91 304,17                     | 0,00                             | -91 304,17               |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b> | <b>91 304,17</b>              | <b>0,00</b>                      | <b>-91 304,17</b>        |
| <b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>                     | Section d'Exploitation                               | 166 252,52                    | 238 528,94                       | 72 276,42                |
|  | Section d'Investissement                             | 151 061,36                    | 42 889,73                        | -108 171,63              |
|  | <b>TOTAL CUMULÉ</b>                                  | <b>317 313,88</b>             | <b>281 418,67</b>                | <b>-35 895,21</b>        |

| <b>BUDGET RÉGIE CULTURELLE</b>             |  | <b>DÉPENSES</b>                 | <b>RECETTES</b>              | <b>SOLDE D'EXÉCUTION</b> |
|--|--|---------------------------------|------------------------------|--------------------------|
| <b>RÉALISATIONS DE L'EXERCICE</b>          | Section de Fonctionnement                            | 189 079,14                      | 220 021,55                   | 30 942,41                |
|  | Section d'Investissement                             | 2 561,50                        | 9 588,90                     | 7 027,40                 |
|  |  | +                               | +                            | +                        |
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>           | Report en section de Fonctionnement (002)            | 9 920,32<br><i>(si déficit)</i> | 0,00<br><i>(si excédent)</i> | -9 920,32                |
|  | Report en section d'Investissement (001)             | 3 171,01<br><i>(si déficit)</i> | 0,00<br><i>(si excédent)</i> | -3 171,01                |
|  |  | =                               | =                            | =                        |
|  | <b>TOTAL (réalisations + reports)</b>                | <b>204 731,97</b>               | <b>229 610,45</b>            | <b>24 878,48</b>         |
| <b>RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1</b> | Section de Fonctionnement                            | 0,00                            | 0,00                         | 0,00                     |
|  | Section d'Investissement                             | 27 546,00                       | 0,00                         | -27 546,00               |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b> | <b>27 546,00</b>                | <b>0,00</b>                  | <b>-27 546,00</b>        |
| <b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>                     | Section de Fonctionnement                            | 198 999,46                      | 220 021,55                   | 21 022,09                |
|  | Section d'Investissement                             | 33 278,51                       | 9 588,90                     | -23 689,61               |
|  | <b>TOTAL CUMULÉ</b>                                  | <b>232 277,97</b>               | <b>229 610,45</b>            | <b>-2 667,52</b>         |

| <b>BUDGET ABATTOIR</b>                     |   | <b>DÉPENSES</b>   | <b>RECETTES</b>              | <b>SOLDE D'EXÉCUTION</b> |
|--|---|-------------------|------------------------------|--------------------------|
| <b>RÉALISATIONS DE L'EXERCICE</b>          | Section d'Exploitation  | 227 621,71        | 307 644,40                   | 80 022,69                |
|  | Section d'Investissement  | 139 240,15        | 88 088,92                    | -51 151,23               |
|  |   | +                 | +                            | +                        |
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>           | Report en section d'Exploitation (002)<br><i>(si déficit)</i>   | 13 391,98         | 0,00<br><i>(si excédent)</i> | -13 391,98               |
|  | Report en section d'Investissement (001)<br><i>(si déficit)</i> | 15 151,74         | 0,00<br><i>(si excédent)</i> | -15 151,74               |
|  |   | =                 | =                            | =                        |
|  | <b>TOTAL (réalisations + reports)</b>                           | <b>395 405,58</b> | <b>395 733,32</b>            | <b>327,74</b>            |
| <b>RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1</b> | Section d'Exploitation  | 0,00              | 0,00                         | 0,00                     |
|  | Section d'Investissement  | 0,00              | 0,00                         | 0,00                     |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b>            | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>              |
| <b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>                     | Section d'Exploitation  | 241 013,69        | 307 644,40                   | 66 630,71                |
|  | Section d'Investissement  | 154 391,89        | 88 088,92                    | -66 302,97               |
|  | <b>TOTAL CUMULÉ</b>   | <b>395 405,58</b> | <b>395 733,32</b>            | <b>327,74</b>            |

| <b>BUDGET ASSAINISSEMENT</b>               |   | <b>DÉPENSES</b>     | <b>RECETTES</b>                    | <b>SOLDE D'EXÉCUTION</b> |
|--|---|---------------------|------------------------------------|--------------------------|
| <b>RÉALISATIONS DE L'EXERCICE</b>          | Section d'Exploitation  | 238 834,09          | 403 576,84                         | 164 742,75               |
|  | Section d'Investissement  | 420 444,91          | 506 053,24                         | 85 608,33                |
|  |   | +                   | +                                  | +                        |
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>           | Report en section d'Exploitation (002)<br><i>(si déficit)</i>   | 0,00                | 172 610,71<br><i>(si excédent)</i> | 172 610,71               |
|  | Report en section d'Investissement (001)<br><i>(si déficit)</i> | 143 678,66          | 0,00<br><i>(si excédent)</i>       | -143 678,66              |
|  |   | =                   | =                                  | =                        |
|  | <b>TOTAL (réalisations + reports)</b>                           | <b>802 957,66</b>   | <b>1 082 240,79</b>                | <b>279 283,13</b>        |
| <b>RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1</b> | Section d'Exploitation  | 0,00                | 0,00                               | 0,00                     |
|  | Section d'Investissement  | 238 576,13          | 0,00                               | -238 576,13              |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b>            | <b>238 576,13</b>   | <b>0,00</b>                        | <b>-238 576,13</b>       |
| <b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>                     | Section d'Exploitation  | 238 834,09          | 576 187,55                         | 337 353,46               |
|  | Section d'Investissement  | 802 699,70          | 506 053,24                         | -296 646,46              |
|  | <b>TOTAL CUMULÉ</b>   | <b>1 041 533,79</b> | <b>1 082 240,79</b>                | <b>40 707,00</b>         |

| <b>BUDGET CAMPING</b>                      |  | <b>DÉPENSES</b>             | <b>RECETTES</b>                  | <b>SOLDE D'EXÉCUTION</b> |
|--|--|-----------------------------|----------------------------------|--------------------------|
| <b>RÉALISATIONS DE L'EXERCICE</b>          | Section de Fonctionnement                            | 5 459,40                    | 13 126,12                        | 7 666,72                 |
|  | Section d'Investissement                             | 140,00                      | 386,00                           | 246,00                   |
|  |  | +                           | +                                | +                        |
| <b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>           | Report en section de Fonctionnement (002)            | 0,00<br><i>(si déficit)</i> | 1 623,62<br><i>(si excédent)</i> | 1 623,62                 |
|  | Report en section d'Investissement (001)             | 0,00<br><i>(si déficit)</i> | 299,00<br><i>(si excédent)</i>   | 299,00                   |
|  |  | =                           | =                                | =                        |
|  | <b>TOTAL (réalisations + reports)</b>                | <b>5 599,40</b>             | <b>15 434,74</b>                 | <b>9 835,34</b>          |
| <b>RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1</b> | Section de Fonctionnement                            | 0,00                        | 0,00                             | 0,00                     |
|  | Section d'Investissement                             | 0,00                        | 0,00                             | 0,00                     |
|  | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b> | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>              |
| <b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>                     | Section de Fonctionnement                            | 5 459,40                    | 14 749,74                        | 9 290,34                 |
|  | Section d'Investissement                             | 140,00                      | 685,00                           | 545,00                   |
|  | <b>TOTAL CUMULÉ</b>                                  | <b>5 599,40</b>             | <b>15 434,74</b>                 | <b>9 835,34</b>          |

Après demande de Madame BEZAC-GONTHIER, le conseil municipal choisit à l'unanimité de procéder à un vote unique pour l'ensemble des comptes administratifs.

**Vu** les décrets et instructions ministérielles sur la Comptabilité Publique,

**Vu** le budget primitif principal ainsi que les budgets annexes et l'ensemble des décisions modificatives votées au cours de l'exercice 2022,

**Considérant** la présentation des comptes administratifs 2022 aux membres de la Commission Finances, budget, ressources humaines, lien social, solidarité et mobilités lors de la séance du 27 février 2023

Réuni sous la Présidence de Madame BEZAC-GONTHIER, délibérant sur les comptes administratifs de l'exercice 2022 du budget principal, ainsi que des budgets annexes, après s'être fait présenter les résultats 2022 pour le budget principal et les budgets annexes et après en avoir délibéré, le conseil municipal

### DÉCIDE

- De donner** acte de la présentation faite des comptes administratifs 2022 présentés selon les nomenclatures M14 et M4, tels que ci-dessus détaillés,
- De reconnaître** la sincérité des restes à réaliser 2022,
- De voter et arrêter** les résultats définitifs 2022 tels que résumés ci-dessus.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-35-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

**Décision du conseil municipal :**

**Votes pour :** 18 (Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – M. FOURNIER – Mme BOUCHARD – Mme BERRY – M. NAULEAU – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. CASANAVE – M. FERNANDEZ)

**Votes contre :** 0

**Abstentions :** 7 (M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION – Mme CHEVALIER)

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-35-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 35-2023

Affichée le 14/04/23



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,  
Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26  
Date de la convocation : 04 avril 2023  
Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 36-2023**

(Code de la nomenclature : 7.1.2)

**OBJET : VOTE DE L'AFFECTATION DES RÉSULTATS 2022**

Monsieur le maire réintègre la séance et en reprend la présidence, ce qui porte le nombre de votants à 26.

Afin d'assurer la continuité des exercices budgétaires, l'instruction budgétaire et comptable a mis en place un mécanisme d'affectation des résultats au budget de l'année suivante. La détermination du résultat s'effectue à la clôture de l'exercice, au vu des comptes administratifs. Le résultat net de clôture désigne le résultat brut de clôture (agrégation du résultat des deux sections de l'exercice N et N-1) auquel il convient d'ajouter le solde des restes à réaliser.

Après l'approbation du compte administratif, trois situations peuvent se présenter au moment de l'affectation du résultat:

- Le résultat cumulé est déficitaire Dans ce cas, par définition, il n'y a pas d'affectation. Le résultat est alors reporté au budget sur la ligne codifié D 002 "résultat de fonctionnement reporté".
- Le résultat cumulé est excédentaire Selon l'article R 2311-12 du CGCT, l'excédent de la section de fonctionnement doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section de d'investissement appa

Le résultat net de clôture désigne le résultat brut de clôture (agrégation du résultat des deux sections de l'exercice N et N-1) auquel il convient d'ajouter le solde des restes à réaliser. Ainsi, l'assemblée délibérante, après avoir procédé à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur (report antérieur débiteur), est tenue d'affecter le résultat à la couverture du besoin de financement

024-212403521-20230411-36-2023-DE  
Date de transmission : 11/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

(compte 1068). Pour le surplus, elle décide de son affectation entre: – le maintien en section de fonctionnement, ligne R002; – une dotation complémentaire en réserve, en section d'investissement (compte 1068). L'exécution de l'autofinancement s'effectue par l'émission d'un titre de recettes au compte 1068 après le vote du compte administratif et au vu de la délibération d'affectation du résultat en réserves.

- Le résultat cumulé est excédentaire, mais il n'y a pas de besoin de financement L'excédent est alors automatiquement reporté en section de fonctionnement sur la ligne codifiée R002, sauf volonté contraire de l'assemblée délibérante.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur les propositions d'affectation ou de report des résultats issus de la gestion 2022 pour les budgets suivants :

- Budget principal
- Budget annexe régie culturelle de proximité
- Budget annexe cinéma
- Budget annexe assainissement
- Budget annexe abattoir
- Budget annexe camping

| <b>BUDGET PRINCIPAL</b>                            |                      |              |
|--|----------------------|--------------|
| Le Compte Administratif 2022 présente :            |                      |              |
| <b>Un solde d'exécution de Fonctionnement de :</b> |                      |              |
| A) Résultats de l'exercice :                       | 3 625 298,28         |              |
| B) Résultats antérieurs reportés :                 | 220 151,27           |              |
| Résultats à reporter (A+B) :                       | <b>3 845 449,55</b>  | <b>(C)</b>   |
| <b>Un solde d'exécution d'Investissement (D) :</b> |                      |              |
| A) Résultats de l'exercice :                       | -471 434,71          |              |
| B) Résultats antérieurs reportés :                 | -643 376,01          |              |
| Résultats à reporter (A+B hors RAR) :              | <b>-1 114 810,72</b> | <b>(D)</b>   |
| <b>Un solde des RAR d'Investissement (E) :</b>     |                      |              |
| A) Dépenses :                                      | -2 596 932,82        |              |
| B) Recettes :                                      | 350 860,33           |              |
| Résultat (A+B)                                     | <b>-2 246 072,49</b> | <b>(E)</b>   |
| <b>Un besoin de Financement (D+E si négatif) :</b> | <b>3 360 883,21</b>  | <b>(F)</b>   |
| <b>Décision d'Affectation :</b>                    |                      |              |
| Investissement D 001 :                             | <b>1 114 810,72</b>  | <b>(D)</b>   |
| Affectation en réserve R 1068 en Investissement :  | <b>3 360 883,21</b>  | <b>(F)</b>   |
| Fonctionnement R 002 :                             | <b>484 566,34</b>    | <b>(C-F)</b> |

## BUDGET RÉGIE CULTURELLE DE PROXIMITÉ

Le Compte Administratif 2022 présente :

Un solde d'exécution de Fonctionnement de :

|                                    |                  |     |
|------------------------------------|------------------|-----|
| A) Résultats de l'exercice :       | 30 942,41        |     |
| B) Résultats antérieurs reportés : | -9 920,32        |     |
| Résultats à reporter (A+B) :       | <b>21 022,09</b> | (C) |

Un solde d'exécution d'Investissement (D) :

|                                       |                 |     |
|---------------------------------------|-----------------|-----|
| A) Résultats de l'exercice :          | 7 027,40        |     |
| B) Résultats antérieurs reportés :    | -3 171,01       |     |
| Résultats à reporter (A+B hors RAR) : | <b>3 856,39</b> | (D) |

Un solde des RAR d'Investissement (E) :

|                   |                   |     |
|-------------------|-------------------|-----|
| A) Dépenses :     | 27 546,00         |     |
| B) Recettes :     | 0,00              |     |
| Résultats (A+B) : | <b>-27 546,00</b> | (E) |

Un besoin de Financement (D+E si négatif) :

**23 689,61** (F)

Décision d'Affectation :

|   |                  |     |
|---|------------------|-----|
| Investissement R 001 :                            | <b>3 856,39</b>  | (D) |
| Affectation en réserve R 1068 en Investissement : | <b>21 022,09</b> | (C) |
| Exploitation R 002 :                              | <b>0,00</b>      |     |

## BUDGET CINÉMA

Le Compte Administratif 2022 présente :

Un solde d'exécution de Fonctionnement de :

|                                    |                  |     |
|------------------------------------|------------------|-----|
| A) Résultats de l'exercice :       | 72 964,57        |     |
| B) Résultats antérieurs reportés : | -688,15          |     |
| Résultats à reporter (A+B) :       | <b>72 276,42</b> | (C) |

Un solde d'exécution d'Investissement (D) :

|                                       |                   |     |
|---------------------------------------|-------------------|-----|
| A) Résultats de l'exercice :          | -19 948,11        |     |
| B) Résultats antérieurs reportés :    | 3 080,65          |     |
| Résultats à reporter (A+B hors RAR) : | <b>-16 867,46</b> | (D) |

Un solde des RAR d'Investissement (E) :

|                   |                   |     |
|-------------------|-------------------|-----|
| A) Dépenses :     | 91 304,17         |     |
| B) Recettes :     | 0,00              |     |
| Résultats (A+B) : | <b>-91 304,17</b> | (E) |

Un besoin de Financement (D+E si négatif) :

**108 171,63** (F)

Décision d'Affectation :

|   |                  |       |
|---|------------------|-------|
| Investissement D 001 :                            | <b>16 867,46</b> | (D)   |
| Affectation en réserve R 1068 en Investissement : | <b>72 276,42</b> | (C)   |
| Exploitation R 002 :                              | <b>0,00</b>      | (C-F) |

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-36-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

## BUDGET ASSAINISSEMENT

Le Compte Administratif 2022 présente :

### Un solde d'exécution d'Exploitation de :

|                                    |                   |     |
|------------------------------------|-------------------|-----|
| A) Résultats de l'exercice :       | 164 742,75        |     |
| B) Résultats antérieurs reportés : | 172 610,71        |     |
| Résultats à reporter (A+B) :       | <b>337 353,46</b> | (C) |

### Un solde d'exécution d'Investissement (D) :

|                                       |                   |     |
|---------------------------------------|-------------------|-----|
| A) Résultats de l'exercice :          | 85 608,33         |     |
| B) Résultats antérieurs reportés :    | -143 678,66       |     |
| Résultats à reporter (A+B hors RAR) : | <b>-58 070,33</b> | (D) |

### Un solde des RAR d'Investissement (E) :

|                   |                    |     |
|-------------------|--------------------|-----|
| A) Dépenses :     | -238 576,13        |     |
| B) Recettes :     | 0,00               |     |
| Résultats (A+B) : | <b>-238 576,13</b> | (E) |

Un besoin de Financement (D+E si négatif) : **296 646,46** (F)

### Décision d'Affectation :

|   |                   |       |
|---|-------------------|-------|
| Investissement D 001 :                            | <b>58 070,33</b>  | (D)   |
| Affectation en réserve R 1068 en Investissement : | <b>296 646,46</b> | (F)   |
| Exploitation R 002 :                              | <b>40 707,00</b>  | (C-F) |

## BUDGET ABATTOIR

Le Compte Administratif 2022 présente :

### Un solde d'exécution d'Exploitation de :

|                                    |                  |     |
|------------------------------------|------------------|-----|
| A) Résultats de l'exercice :       | 80 022,69        |     |
| B) Résultats antérieurs reportés : | -13 391,98       |     |
| Résultats à reporter (A-B) :       | <b>66 630,71</b> | (C) |

### Un solde d'exécution d'Investissement (D) :

|                                       |                   |     |
|---------------------------------------|-------------------|-----|
| A) Résultats de l'exercice :          | -51 151,23        |     |
| B) Résultats antérieurs reportés :    | -15 151,74        |     |
| Résultats à reporter (A-B hors RAR) : | <b>-66 302,97</b> | (D) |

### Un solde des RAR d'Investissement (E) :

|                   |             |     |
|-------------------|-------------|-----|
| A) Dépenses :     | 0,00        |     |
| B) Recettes :     | 0,00        |     |
| Résultats (A-B) : | <b>0,00</b> | (E) |

Un besoin de Financement (D+E si négatif) : **66 302,97** (F)

### Décision d'Affectation :

|   |                  |       |
|---|------------------|-------|
| Investissement D 001 :                            | <b>66 302,97</b> | (D)   |
| Affectation en réserve R 1068 en Investissement : | <b>66 630,71</b> | (C)   |
| Exploitation R 002 :                              | <b>327,74</b>    | (C-F) |



## BUDGET CAMPING

Le Compte Administratif 2022 présente :

### Un solde d'exécution de Fonctionnement de :

|                                    |                 |     |
|------------------------------------|-----------------|-----|
| A) Résultats de l'exercice :       | 7 666,72        |     |
| B) Résultats antérieurs reportés : | 1 623,62        |     |
| Résultats à reporter (A+B) :       | <b>9 290,34</b> | (C) |

### Un solde d'exécution d'Investissement (D) :

|                                       |               |     |
|---------------------------------------|---------------|-----|
| A) Résultats de l'exercice :          | 246,00        |     |
| B) Résultats antérieurs reportés :    | 299,00        |     |
| Résultats à reporter (A+B hors RAR) : | <b>545,00</b> | (D) |

### Un solde des RAR d'Investissement (E) :

|                |             |     |
|----------------|-------------|-----|
| A) Dépenses :  | 0,00        |     |
| B) Recettes :  | 0,00        |     |
| Résultat (A+B) | <b>0,00</b> | (E) |

Un besoin de Financement (D+E si négatif) : **0,00** (F)

### Décision d'Affectation :

|                               |                 |     |
|-------------------------------|-----------------|-----|
| Report Investissement R 001 : | <b>545,00</b>   | (D) |
| Report Exploitation R 002 :   | <b>9 290,34</b> | (C) |

Après demande de Monsieur le maire, le conseil municipal choisit à l'unanimité de procéder à un vote unique pour l'ensemble des affectations de résultats.

Le conseil municipal, délibérant sur les affectations de résultats de l'exercice 2022 du budget principal et des budgets annexes,

## DÉCIDE

1. **D'approuver** les affectations des résultats telles que ci-dessus détaillées, pour l'ensemble des budgets, principal et annexes.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### Décision du conseil municipal :

**Votes pour :** 19 (M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – M. FOURNIER – Mme BOUCHARD – Mme BERRY – M. NAULEAU – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. CASANAVE – M. FERNANDEZ)

**Votes contre :** 0

**Abstentions :** 7 (M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION – Mme CHEVALIER)

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,

Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-36-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 36-2023

Affichée le 14/04/23

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-36-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 37-2023**

(Code de la nomenclature : 7.2.2)

**OBJET : VOTE DES TAUX DE FISCALITÉ LOCALE AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 80-10 du 10 janvier 1980, portant sur l'aménagement de la fiscalité directe locale, et notamment ses articles 2 et 3 aménagés par les articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1982,

Vu la loi de finances pour 2023,

Vu l'état 1259 valant notification des bases des taxes directes locales pour 2023,

**Considérant** le montant des recettes fiscales nécessaire à l'équilibre du budget principal 2023,

Ainsi, il est proposé aux membres du conseil municipal de maintenir les taux de fiscalité pour l'année 2023 et de les fixer comme suit :

- Taxe foncière bâti : 57,06 %

- Taxe foncière non bâti : 95,56 %

- Taxe d'Habitation : 19,05 % (applicable aux résidences secondaires et aux locaux vacants)

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-37-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

## DÉCIDE

**1 – de fixer** pour 2023 les taux d'impôts directs locaux, comme suit :

- Taxe foncière bâti : 57,06 %
- Taxe foncière non bâti : 95,56 %
- Taxe d'Habitation : 19,05 %

**2 – D'autoriser** Monsieur le maire à mettre en œuvre cette décision et à signer tout document relatif à cette question.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### Décision du conseil municipal :

**Votes pour :** 19 (M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – M. FOURNIER – Mme BOUCHARD – Mme BERRY – M. NAULEAU – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. CASANAVE – M. FERNANDEZ)

**Votes contre :** 3 (M. CHOTARD – Mme CHEVALIER – M. RALLION)

**Abstentions :** 4 (M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER)

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-37-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 37-2023

Affichée le 14/04/23



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 38-2023**

(Code de la nomenclature :7.1.2)

**OBJET : EXAMEN ET VOTE DU BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL 2023**

Vu la loi 94-504 du 22 juin 1994,

Vu la loi 96-142 du 21 février 1996,

Vu les articles L2311-1, L2311-2, L2312-1, L2312-3 et L2312-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable du 1<sup>er</sup> Août 1996,

**Considérant** la présentation des projets de budgets primitifs 2022 aux membres de la Commission Finances, budget, ressources humaines, lien social, solidarité et mobilités lors de la séance du 24 janvier 2022,

Il est rappelé que la loi encadre strictement les relations financières entre le budget principal et les budgets annexes des collectivités. En principe, les budgets des SPIC doivent être équilibrés à l'aide des seules recettes propres du budget.

Par ailleurs, l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales interdit en effet aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre de ces services.

Toutefois, l'alinéa 2 de l'article susvisé autorise la collectivité de rattachement à prendre des dépenses du SPIC dans son budget :

- lorsque les exigences du service public, notamment en termes de continuité et d'égalité de traitement de la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement,

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-38-2023-DE  
Date de rétrotransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

- lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs,
- Lorsqu'après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

Pour information, les subventions d'équilibre aux budgets annexes s'expliquent tel que ci-dessous détaillé.

### ASSAINISSEMENT :

Ce budget annexe s'équilibre sans subvention du budget principal.

La somme de 31.351 € faisant l'objet d'un flux croisé entre le budget principal et le budget annexe Assainissement n'est pas une subvention d'équilibre. Il s'agit d'une opération d'ordre annuelle visant à rembourser au budget annexe Assainissement des travaux réalisés en 2002 sur le réseau d'eaux pluviales et pris en charge par le budget annexe Assainissement. Cette régularisation entre budgets prévoit le remboursement de la somme de 31.351 € par an de 2003 à 2023 (délibération du Conseil Municipal n° 02-2003 du 27 février 2003).

### ABATTOIR :

Suite à la création de la SEMop et à la délégation de l'exploitation de l'Abattoir à la Société Ribéracoise d'Abattage en 2016, le budget annexe de l'Abattoir n'a plus le statut de SPIC et son autonomie financière a été supprimée.

L'octroi d'une subvention d'équilibre du budget principal est depuis autorisé.

Une subvention du budget principal est nécessaire notamment pour le remboursement de la dette imputée à ce budget annexe. Celle-ci est prévue, pour 2023, à hauteur de 83.391,26 €.

### CINÉMA

Ce budget annexe ne dispose pas de l'autonomie financière. Il s'agit d'un service municipal qui a été isolé dans un budget annexe par souci de clarté et de transparence.

S'agissant d'un service public de proximité et d'accès à la culture pour le plus grand nombre, les tarifs pratiqués ne permettent pas de couvrir la totalité des dépenses, rendant une subvention annuelle du budget principal nécessaire.

Celle-ci est prévue à hauteur de 134.303,41 € pour 2023.

### RÉGIE CULTURELLE DE PROXIMITÉ

Ce budget annexe ne dispose pas de l'autonomie financière. Il s'agit, comme le cinéma municipal, d'un service municipal qui a été isolé dans un budget annexe par souci de clarté et de transparence.

S'agissant d'un service public de proximité et d'accès à la culture pour le plus grand nombre, les tarifs pratiqués ne permettent pas de couvrir la totalité des dépenses, rendant une subvention annuelle du budget principal nécessaire.

Celle-ci est prévue à hauteur de 180.357 € pour 2023.

### CAMPING

Ce budget annexe ne fait pas l'objet d'une subvention d'équilibre du budget principal.

En résumé, les budgets annexes sont équilibrés, pour l'exercice 2023, avec les subventions du budget principal suivantes :

|  |            |
|--|------------|
| Sub. fonct – services à car. admf – Régie culturelle | 180 357,00 |
| Sub. fonct – services à car. admf – Cinéma           | 134 303,41 |
| Sub. fonct – services à car. indus./comm. – Abattoir | 83 991,26  |

Ces montants sont prévisionnels. Le montant définitif de chaque subvention d'équilibre du budget principal sera calculé à hauteur des besoins réels du budget annexe concerné en fonction de l'exécution des dépenses et recettes constatées au cours de l'exercice 2023.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur le budget primitif principal 2023.

Celui-ci peut être résumé comme suit :

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-38-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

**BUDGET PRINCIPAL**

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

| Dépenses     |  | CA 2022             |  |  | BP 2023             |
|--------------|--|---------------------|--|--|---------------------|
| 011          | Charges à caractère général                    | 1 179 451,76        |  |  | 1 452 046,95        |
| 012          | Charges de personnel et frais assimilés        | 2 583 554,38        |  |  | 2 589 121,00        |
| 014          | Atténuation de produits                        | -                   |  |  | 3 800,00            |
| 023          | Virement à la section d'investissement         | -                   |  |  | 2 264 183,21        |
| 042          | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 225 639,93          |  |  | 140 063,22          |
| 65           | Autres charges de gestion courante             | 959 971,70          |  |  | 876 451,57          |
| 66           | Charges financières                            | 129 842,05          |  |  | 131 234,05          |
| 67           | Charges exceptionnelles                        | 5 147,52            |  |  | 9 100,00            |
| 68           | Dotations aux provisions                       | 10 000,00           |  |  | -                   |
| <b>TOTAL</b> |  | <b>5 093 607,34</b> |  |  | <b>7 466 000,00</b> |

| Recettes     |  | CA 2022             |  |  | BP 2023             |
|--------------|--|---------------------|--|--|---------------------|
| 002          | Résultat reporté                               | -                   |  |  | 484 566,34          |
| 013          | Atténuation de charges                         | 14 548,83           |  |  | 9 000,00            |
| 042          | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 446,00              |  |  | 50 446,00           |
| 70           | Produits des services                          | 367 802,28          |  |  | 382 736,00          |
| 73           | Impôts et taxes                                | 3 682 202,48        |  |  | 3 820 543,00        |
| 74           | Dotations et participations                    | 1 099 694,56        |  |  | 1 131 143,33        |
| 75           | Autres produits de gestion courante            | 65 108,08           |  |  | 54 000,00           |
| 76           | Produits financiers                            | 37,11               |  |  | 50,00               |
| 77           | Produits exceptionnels                         | 3 454 066,28        |  |  | 1 523 515,33        |
| 78           | Reprises sur amortissements et provisions      | 35 000,00           |  |  | 10 000,00           |
| <b>TOTAL</b> |  | <b>8 718 905,62</b> |  |  | <b>7 466 000,00</b> |

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

| Dépenses     |  | CA 2022             | BP 2023             | RAR 2022            | TOTAL 2023          |
|--------------|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 001          | Résultat antérieur reporté                     | -                   | 1 114 810,72        | -                   | 1 114 810,72        |
| 040          | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 446,00              | 50 446,00           | -                   | 50 446,00           |
| 16           | Emprunts et dettes assimilées                  | 647 973,99          | 637 400,00          | -                   | 637 400,00          |
| 26           | Participations et créances rattachées          | 3 999,60            | 2 050,00            | -                   | 2 050,00            |
| 27           | Autres immobilisations financières             | 2 479,17            | -                   | -                   | -                   |
| 45           | Opérations pour compte de tiers                | -                   | -                   | -                   | -                   |
| -            | Dépenses d'équipement                          | 1 169 104,77        | 2 948 360,46        | 2 596 932,82        | 5 545 293,28        |
| 00015        | BATIMENTS COMMUNAUX                            | 42 060,29           | 29 025,26           | 19 036,40           | 48 061,66           |
| 00017        | AMENAGEMENTS - EQUIPEMENTS URBAINS             | 156 531,97          | 79 092,51           | 145 986,82          | 225 079,33          |
| 00018        | ECLAIRAGE PUBLIC                               | 5 058,53            | 39 000,00           | 12 087,28           | 51 087,28           |
| 00023        | BATIMENTS SCOLAIRES ET PERISCOLAIRES           | -                   | -                   | 255,94              | 255,94              |
| 00054        | EQUIPEMENTS SPORTIFS                           | 48 000,00           | -                   | -                   | -                   |
| 00055        | QUARTIER HISTORIQUE                            | 1 086,92            | -                   | 567,28              | 567,28              |
| 00059        | GYMNASSE MUNICIPALE                            | 1 968,00            | 480 000,00          | -                   | 480 000,00          |
| 00061        | RECONSTRUCTION TEMPETE 20 JUIN 2022            | 725 025,85          | 2 147 904,55        | 2 369 045,20        | 4 516 949,75        |
| 00104        | ACQUISITION DE MATERIEL                        | 189 373,21          | 173 338,14          | 49 953,90           | 223 292,04          |
| <b>TOTAL</b> |  | <b>1 824 003,53</b> | <b>4 753 067,18</b> | <b>2 596 932,82</b> | <b>7 350 000,00</b> |

| Recettes     |  | CA 2022             | BP 2023             | RAR 2022          | TOTAL 2023          |
|--------------|--|---------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| 021          | Virement de la section d'exploitation          | -                   | 2 264 183,21        | -                 | 2 264 183,21        |
| 024          | Produit des cessions d'immobilisations         | -                   | 203 617,00          | -                 | 203 617,00          |
| 040          | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 225 639,93          | 140 063,22          | -                 | 140 063,22          |
| 10           | Dotations                                      | 533 492,11          | 3 553 457,34        | -                 | 3 553 457,34        |
| 13           | Subventions d'investissement                   | 57 941,13           | 37 318,90           | 220 860,33        | 258 170,23          |
| 16           | Emprunts                                       | 535 495,65          | 800 500,00          | 130 000,00        | 1 466 000,00        |
| <b>TOTAL</b> |  | <b>1 352 568,82</b> | <b>6 999 139,67</b> | <b>350 860,33</b> | <b>7 350 000,00</b> |

Accusé de réception en préfecture  
024212403521-20230411-38-2023-DE  
Date de télétransmission : 04/04/2023  
Date de réception en préfecture : 14/04/2023

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur le projet de budget primitif tel que ci-dessus détaillé.

Après avoir entendu la présentation du budget primitif de l'exercice 2023,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

## DÉCIDE

1 – D'adopter le Budget Primitif principal pour l'année 2023 tel que ci-dessus détaillé,

2 – D'adopter le budget en fonctionnement par chapitre et en investissement par opération.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### Décision du conseil municipal :

**Votes pour :** 20 (M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – M. FOURNIER – Mme BOUCHARD – Mme BERRY – M. NAULEAU – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. CASANAVE – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN)

**Votes contre :** 3 (M. RALLION – M. CHOTARD – Mme CHEVALIER)

**Abstentions :** 3 (M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER)

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-38-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 38-2023

Affichée le 14/04/23





**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 39-2023**

(Code de la nomenclature :7.1.2)

**OBJET : EXAMEN ET VOTE DU BUDGET PRIMITIF ASSAINISSEMENT 2023**

**Vu** la loi 94-504 du 22 juin 1994,

**Vu** la loi 96-142 du 21 février 1996,

**Vu** les articles L2311-1, L2311-2, L2312-1, L2312-3 et L2312-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable du 1<sup>er</sup> Août 1996,

**Considérant** la présentation des projets de budgets primitifs 2022 aux membres de la Commission Finances, budget, ressources humaines, lien social, solidarité et mobilités lors de la séance du 24 janvier 2022,

Il est rappelé que la loi encadre strictement les relations financières entre le budget principal et les budgets annexes des collectivités. En principe, les budgets des SPIC doivent être équilibrés à l'aide des seules recettes propres du budget.

Par ailleurs, l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales interdit en effet aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre de ces services.

Toutefois, l'alinéa 2 de l'article susvisé autorise la collectivité de rattachement à prendre des dépenses du SPIC dans son budget :

- lorsque les exigences du service public, notamment en termes de continuité et d'égalité de traitement, conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement,

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-39-2023-DE  
Date de transmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

- lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs,
- Lorsqu'après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

#### ASSAINISSEMENT :

Ce budget annexe s'équilibre sans subvention du budget principal.

La somme de 31.351 € faisant l'objet d'un flux croisé entre le budget principal et le budget annexe Assainissement n'est pas une subvention d'équilibre. Il s'agit d'une opération d'ordre annuelle visant à rembourser au budget annexe Assainissement des travaux réalisés en 2002 sur le réseau d'eaux pluviales et pris en charge par le budget annexe Assainissement. Cette régularisation entre budgets prévoit le remboursement de la somme de 31.351 € par an de 2003 à 2023 (délibération du Conseil Municipal n° 02-2003 du 27 février 2003).

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur le budget primitif assainissement 2023.

Celui-ci peut être résumé comme suit :

| BUDGET ASSAINISSEMENT                              |                   |                   |                   |                   |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>SECTION D'EXPLOITATION</b>                      |                   |                   |                   |                   |
| <b>Dépenses</b>                                    | <b>CA 2022</b>    |                   |                   | <b>BP 2023</b>    |
| 011 Charges à caractère général                    | 9 328,65          |                   |                   | 10 895,00         |
| 012 Charges de personnel et frais assimilés        | 18 469,57         |                   |                   | 18 000,00         |
| 023 Virement à la section d'investissement         | -                 |                   |                   | 199 174,43        |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 147 242,00        |                   |                   | 147 653,53        |
| 65 Autres charges de gestion courante              | -                 |                   |                   | 10,00             |
| 66 Charges financières                             | 63 243,87         |                   |                   | 70 660,04         |
| 67 Charges exceptionnelles                         | 550,00            |                   |                   | -                 |
| <b>TOTAL</b>                                       | <b>238 834,09</b> |                   |                   | <b>446 393,00</b> |
|  | -                 |                   |                   | -                 |
| <b>Recettes</b>                                    | <b>CA 2022</b>    |                   |                   | <b>BP 2023</b>    |
| 002 Résultat reporté                               | -                 |                   |                   | 40 707,00         |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 109 940,94        |                   |                   | 110 000,00        |
| 70 Produits des services                           | 241 417,59        |                   |                   | 243 735,00        |
| 74 Dotations et participations                     | 37 176,00         |                   |                   | 37 351,00         |
| 75 Autres produits de gestion courante             | 3 323,65          |                   |                   | 3 440,00          |
| 76 produits financiers                             | 10 840,32         |                   |                   | 11 160,00         |
| 77 Produits exceptionnels                          | 878,34            |                   |                   | -                 |
| <b>TOTAL</b>                                       | <b>403 576,84</b> |                   |                   | <b>446 393,00</b> |
|  | -                 |                   |                   | -                 |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>                    |                   |                   |                   |                   |
| <b>Dépenses</b>                                    | <b>CA 2022</b>    | <b>BP 2023</b>    | <b>RAR 2022</b>   | <b>TOTAL 2023</b> |
| 001 Résultat antérieur reporté                     | -                 | 58 070,33         | -                 | 58 070,33         |
| 040 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 109 940,94        | 110 000,00        | -                 | 110 000,00        |
| 16 Emprunts et dettes assimilées                   | 205 264,39        | 224 568,00        | -                 | 224 568,00        |
| - Dépenses d'équipement                            | 105 239,58        | 355 745,54        | 238 576,13        | 594 321,67        |
| 0310 Assainissement - travaux divers               | 73 287,11         | 10 000,38         | 148 420,30        | 158 420,68        |
| 0341   | 31 952,47         | 345 745,16        | 90 155,83         | 435 900,99        |
| <b>TOTAL</b>                                       | <b>420 444,91</b> | <b>748 383,87</b> | <b>238 576,13</b> | <b>986 960,00</b> |
|  | -                 | -                 | -                 | -                 |
|  | -                 | -                 | -                 | -                 |
| <b>Recettes</b>                                    | <b>CA 2022</b>    | <b>BP 2023</b>    | <b>RAR 2022</b>   | <b>TOTAL 2023</b> |
| 021 Virement de la section d'exploitation          | -                 | 199 174,43        | -                 | 199 174,43        |
| 040 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 147 242,00        | 147 653,53        | -                 | 147 653,53        |
| 10 Dotations                                       | 26 526,98         | 296 646,46        | -                 | 296 646,46        |
| 13 Subventions d'investissement                    | 73 951,88         | 276 073,29        | -                 | 276 073,29        |
| 16 Emprunts et dettes assimilées                   | 207 000,00        | 15 712,29         | -                 | 15 712,29         |
| 21 Immobilisations coporelles                      | 1 100,00          | -                 | -                 | -                 |
| 27 Autres immobilisations financières              | 50 232,38         | 51 700,00         | -                 | 51 700,00         |
| <b>TOTAL</b>                                       | <b>506 053,24</b> | <b>986 960,00</b> | <b>-</b>          | <b>986 960,00</b> |
|  | -                 | -                 | -                 | -                 |

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-39-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur le projet de budget primitif tel que ci-dessus détaillé.

Après avoir entendu la présentation du budget primitif de l'exercice 2023,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

## DÉCIDE

1 – **D'adopter** le Budget Primitif assainissement pour l'année 2023 tel que ci-dessus détaillé,

2 – **D'adopter** le budget en exploitation par chapitre et en investissement par opération.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### Décision du conseil municipal :

**Votes pour :** 23 (M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – M. FOURNIER – Mme BOUCHARD – Mme BERRY – M. NAULEAU – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. CASANAVE – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER)

**Votes contre :** 0

**Abstentions :** 3 (M. RALLION – M. CHOTARD – Mme CHEVALIER)

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-39-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 39-2023

Archivé le 14/04/23

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-39-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 40-2023**

(Code de la nomenclature :7.1.2)

**OBJET : EXAMEN ET VOTE DU BUDGET PRIMITIF ABATTOIR 2023**

Vu la loi 94-504 du 22 juin 1994,

Vu la loi 96-142 du 21 février 1996,

Vu les articles L2311-1, L2311-2, L2312-1, L2312-3 et L2312-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable du 1<sup>er</sup> Août 1996,

**Considérant** la présentation des projets de budgets primitifs 2022 aux membres de la Commission Finances, budget, ressources humaines, lien social, solidarité et mobilités lors de la séance du 24 janvier 2022,

Il est rappelé que la loi encadre strictement les relations financières entre le budget principal et les budgets annexes des collectivités. En principe, les budgets des SPIC doivent être équilibrés à l'aide des seules recettes propres du budget.

Par ailleurs, l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales interdit en effet aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre de ces services.

Toutefois, l'alinéa 2 de l'article susvisé autorise la collectivité de rattachement à prendre des dépenses du SPIC dans son budget :

- lorsque les exigences du service public, notamment en termes de continuité et d'égalité de traitement de la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement,
- lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs,

Accusé de réception en préfecture  
1024-212403521-20230411-40-2023-DE  
Date de télétransmission : 04/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

- Lorsqu'après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

Pour information, la subvention d'équilibre au budget annexe s'explique tel que ci-dessous détaillé.

#### ABATTOIR :

Suite à la création de la SEMop et à la délégation de l'exploitation de l'Abattoir à la Société Ribéracoise d'Abattage en 2016, le budget annexe de l'Abattoir n'a plus le statut de SPIC et son autonomie financière a été supprimée.

L'octroi d'une subvention d'équilibre du budget principal est depuis autorisé.

Une subvention du budget principal est nécessaire notamment pour le remboursement de la dette imputée à ce budget annexe. Celle-ci est prévue, pour 2023, à hauteur de 83.391,26 €.

Ce montant est prévisionnel. Le montant définitif de la subvention d'équilibre du budget principal sera calculé à hauteur des besoins réels du budget annexe en fonction de l'exécution des dépenses et recettes constatées au cours de l'exercice 2023.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur le budget primitif abattoir 2023.

Celui-ci peut être résumé comme suit :

| BUDGET ABATTOIR                 |  |                   |                   |                 |                   |
|---------------------------------|--|-------------------|-------------------|-----------------|-------------------|
| <b>SECTION D'EXPLOITATION</b>   |  |                   |                   |                 |                   |
| <b>Dépenses</b>                 |  | <b>CA 2022</b>    |                   |                 | <b>BP 2023</b>    |
| 002                             | Résultat reporté                               | -                 |                   |                 | -                 |
| 011                             | Charges à caractère général                    | 17 465,15         |                   |                 | 16 930,00         |
| 012                             | Charges de personnel et frais assimilés        | -                 |                   |                 | 506,00            |
| 023                             | Virement à la section d'investissement         | -                 |                   |                 | 222 033,27        |
| 042                             | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 83 088,92         |                   |                 | 78 414,73         |
| 65                              | Autres charges de gestion courante             | 0,17              |                   |                 | 10,00             |
| 66                              | Charges financières                            | 16 346,62         |                   |                 | 15 990,00         |
| 67                              | Charges exceptionnelles                        | 110 720,85        |                   |                 | -                 |
| <b>TOTAL</b>                    |  | <b>227 621,71</b> |                   |                 | <b>333 884,00</b> |
| <b>Recettes</b>                 |  |                   |                   |                 |                   |
|                                 |  | <b>CA 2022</b>    |                   |                 | <b>BP 2023</b>    |
| 002                             | Résultat reporté                               | -                 |                   |                 | 327,74            |
| 042                             | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 17 562,78         |                   |                 | 17 580,00         |
| 74                              | Dotations et participations                    | 240 000,00        |                   |                 | 83 991,26         |
| 77                              | Produits exceptionnels                         | 81,62             |                   |                 | 223 188,00        |
| 78                              | Reprises sur provisions                        | 8 797,00          |                   |                 | 8 797,00          |
| <b>TOTAL</b>                    |  | <b>316 441,40</b> |                   |                 | <b>333 884,00</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b> |  |                   |                   |                 |                   |
| <b>Dépenses</b>                 |  | <b>CA 2022</b>    | <b>BP 2023</b>    | <b>RAR 2022</b> | <b>TOTAL 2023</b> |
| 001                             | Résultat antérieur reporté                     | -                 | 66 302,97         | -               | 66 302,97         |
| 040                             | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 17 562,78         | 17 580,00         | -               | 17 580,00         |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées                  | 82 377,37         | 59 682,03         | -               | 59 682,03         |
| -                               | Dépenses d'équipement                          | 39 300,00         | 265 700,00        | -               | 265 700,00        |
| 0002                            | Opérations non individualisées                 | 39 300,00         | -                 | -               | -                 |
| <b>TOTAL</b>                    |  | <b>139 240,15</b> | <b>409 265,00</b> | <b>-</b>        | <b>409 265,00</b> |
| <b>Recettes</b>                 |  |                   |                   |                 |                   |
|                                 |  | <b>CA 2022</b>    | <b>BP 2023</b>    | <b>RAR 2022</b> | <b>TOTAL 2023</b> |
| 001                             | Résultats antérieurs reportés                  | -                 | -                 | -               | -                 |
| 021                             | Virement de la section d'exploitation          | -                 | 222 033,27        | -               | 222 033,27        |
| 040                             | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 83 088,92         | 78 414,73         | -               | 78 414,73         |
| 10                              | Dotations                                      | -                 | 66 302,97         | -               | 66 302,97         |
| 13                              | Subventions d'investissement                   | 5 000,00          | 42 514,03         | -               | 47 514,03         |
| <b>TOTAL</b>                    |  | <b>88 088,92</b>  | <b>409 265,00</b> | <b>-</b>        | <b>497 353,97</b> |

Accusé de réception en préfecture  
024-21240352-7-20230411-40-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception en préfecture : 14/04/2023

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur le projet de budget primitif tel que ci-dessus détaillé.

Après avoir entendu la présentation du budget primitif de l'exercice 2023,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

## DÉCIDE

**1 – D'adopter** le Budget Primitif abattoir pour l'année 2023 tel que ci-dessus détaillé,

**2 – D'adopter** le budget en exploitation par chapitre et en investissement par opération.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### Décision du conseil municipal :

**Votes pour :** 23 (*M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – M. FOURNIER – Mme BOUCHARD – Mme BERRY – M. NAULEAU – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. CASANAVE – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER*)

**Votes contre :** 0

**Abstentions :** 3 (*M. RALLION – M. CHOTARD – Mme CHEVALIER*)

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-40-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 40-2023

Affichée le 14/04/23

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-40-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023





**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 41-2023**

(Code de la nomenclature :7.1.2)

**OBJET : EXAMEN ET VOTE DU BUDGET PRIMITIF CINEMA 2023**

**Vu** la loi 94-504 du 22 juin 1994,

**Vu** la loi 96-142 du 21 février 1996,

**Vu** les articles L2311-1, L2311-2, L2312-1, L2312-3 et L2312-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable du 1<sup>er</sup> Août 1996,

**Considérant** la présentation des projets de budgets primitifs 2022 aux membres de la Commission Finances, budget, ressources humaines, lien social, solidarité et mobilités lors de la séance du 24 janvier 2022,

Il est rappelé que la loi encadre strictement les relations financières entre le budget principal et les budgets annexes des collectivités. En principe, les budgets des SPIC doivent être équilibrés à l'aide des seules recettes propres du budget.

Par ailleurs, l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales interdit en effet aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre de ces services.

Toutefois, l'alinéa 2 de l'article susvisé autorise la collectivité de rattachement à prendre des dépenses du SPIC dans son budget :

- lorsque les exigences du service public, notamment en termes de continuité et d'égalité de traitement, conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement,

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-41-2023-DE  
Date de transmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

- lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs,
- Lorsqu'après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

Pour information, la subvention d'équilibre au budget annexe s'explique tel que ci-dessous détaillé.

## CINÉMA

Ce budget annexe ne dispose pas de l'autonomie financière. Il s'agit d'un service municipal qui a été isolé dans un budget annexe par souci de clarté et de transparence.

S'agissant d'un service public de proximité et d'accès à la culture pour le plus grand nombre, les tarifs pratiqués ne permettent pas de couvrir la totalité des dépenses, rendant une subvention annuelle du budget principal nécessaire. Celle-ci est prévue à hauteur de 134.303,41 € pour 2023.

Ce montant est prévisionnel. Le montant définitif de la subvention d'équilibre du budget principal sera calculé à hauteur des besoins réels du budget annexe en fonction de l'exécution des dépenses et recettes constatées au cours de l'exercice 2023.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur le budget primitif cinéma 2023.

Celui-ci peut être résumé comme suit :

| BUDGET CINÉMA                                      |                   |                   |                  |                   |
|--|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>                   |                   |                   |                  |                   |
| <b>Dépenses</b>                                    | <b>CA 2022</b>    |                   |                  | <b>BP 2023</b>    |
| 011 Charges à caractère général                    | 63 040,75         |                   |                  | 111 693,00        |
| 012 Charges de personnel et frais assimilés        | 98 712,61         |                   |                  | 100 130,00        |
| 023 Virement à la section d'investissement         | -                 |                   |                  | 77 978,00         |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 3 809,08          |                   |                  | 3 189,00          |
| 65 Autres charges de gestion courante              | 1,93              |                   |                  | 10,00             |
| <b>TOTAL</b>                                       | <b>165 564,37</b> |                   |                  | <b>293 000,00</b> |
|  | -                 |                   |                  | -                 |
| <b>Recettes</b>                                    | <b>CA 2022</b>    |                   |                  | <b>BP 2023</b>    |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 3 304,00          |                   |                  | 3 304,00          |
| 70 Produits des services                           | 47 001,87         |                   |                  | 108 300,00        |
| 74 Dotations et participations                     | 77 239,37         |                   |                  | 155 311,41        |
| 75 Autres produits de gestion courante             | 156,00            |                   |                  | 150,00            |
| 77 Produits exceptionnels                          | 110 827,70        |                   |                  | 25 934,59         |
| <b>TOTAL</b>                                       | <b>238 528,94</b> |                   |                  | <b>293 000,00</b> |
|  | -                 |                   |                  | -                 |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>                    |                   |                   |                  |                   |
| <b>Dépenses</b>                                    | <b>CA 2022</b>    | <b>BP 2023</b>    | <b>RAR 2022</b>  | <b>TOTAL 2023</b> |
| 001 Résultat antérieur reporté                     | -                 | 16 867,46         | -                | 16 867,46         |
| 040 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 3 304,00          | 3 304,00          | -                | 3 304,00          |
| - Dépenses d'équipement                            | 56 450,19         | 56 187,37         | 91 304,17        | 147 491,54        |
| <i>Opérations non individualisées</i>              | <i>56 450,19</i>  | <i>56 187,37</i>  | <i>91 304,17</i> | <i>147 491,54</i> |
| <b>TOTAL</b>                                       | <b>59 757,19</b>  | <b>76 358,83</b>  | <b>91 304,17</b> | <b>167 663,00</b> |
|  | -                 | -                 | -                | -                 |
|  | -                 | -                 | -                | -                 |
| <b>Recettes</b>                                    | <b>CA 2022</b>    | <b>BP 2023</b>    | <b>RAR 2022</b>  | <b>TOTAL 2023</b> |
| 021 Virement de la section d'exploitation          | -                 | 77 978,00         | -                | 77 978,00         |
| 040 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 3 809,08          | 3 189,00          | -                | 3 189,00          |
| 10 Dotations                                       | -                 | 72 276,42         | -                | 72 276,42         |
| 13 Subventions d'investissement                    | 36 000,00         | 14 219,58         | -                | 50 219,58         |
| <b>TOTAL</b>                                       | <b>39 809,08</b>  | <b>167 663,00</b> | <b>-</b>         | <b>167 663,00</b> |
|  | -                 | -                 | -                | -                 |

Accusé de réception en préfecture  
024-212408524-20230411-41-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de dépôt en préfecture : 14/04/2023

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur le projet de budget primitif tel que ci-dessus détaillé.

Après avoir entendu la présentation du budget primitif de l'exercice 2023,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

## DÉCIDE

1 – **D'adopter** le Budget Primitif cinéma pour l'année 2023 tel que ci-dessus détaillé,

2 – **D'adopter** le budget en exploitation par chapitre et en investissement par chapitre.

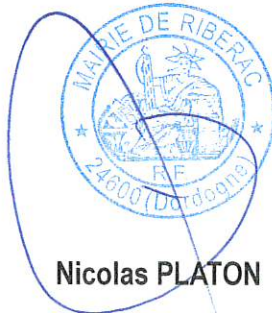
**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Décision du conseil municipal :**

|                       |           |
|-----------------------|-----------|
| <b>Votes pour :</b>   | <b>26</b> |
| <b>Votes contre :</b> | <b>0</b>  |
| <b>Abstentions :</b>  | <b>0</b>  |

**FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,**

Le maire,



**Nicolas PLATON**

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-41-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 41-2023

*Affiché le 14/04/23*

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-41-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 42-2023**

(Code de la nomenclature :7.1.2)

**OBJET : EXAMEN ET VOTE DU BUDGET PRIMITIF REGIE CULTURELLE 2023**

Vu la loi 94-504 du 22 juin 1994,

Vu la loi 96-142 du 21 février 1996,

Vu les articles L2311-1, L2311-2, L2312-1, L2312-3 et L2312-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable du 1<sup>er</sup> Août 1996,

**Considérant** la présentation des projets de budgets primitifs 2022 aux membres de la Commission Finances, budget, ressources humaines, lien social, solidarité et mobilités lors de la séance du 24 janvier 2022,

Il est rappelé que la loi encadre strictement les relations financières entre le budget principal et les budgets annexes des collectivités. En principe, les budgets des SPIC doivent être équilibrés à l'aide des seules recettes propres du budget.

Par ailleurs, l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales interdit en effet aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre de ces services.

Toutefois, l'alinéa 2 de l'article susvisé autorise la collectivité de rattachement à prendre des dépenses du SPIC dans son budget :

- lorsque les exigences du service public, notamment en termes de continuité et d'égalité de traitement, conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement,

- lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs,
- Lorsqu'après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

Pour information, la subvention d'équilibre au budget annexe s'explique tel que ci-dessous détaillé.

### RÉGIE CULTURELLE DE PROXIMITÉ

Ce budget annexe ne dispose pas de l'autonomie financière. Il s'agit, comme le cinéma municipal, d'un service municipal qui a été isolé dans un budget annexe par souci de clarté et de transparence.

S'agissant d'un service public de proximité et d'accès à la culture pour le plus grand nombre, les tarifs pratiqués ne permettent pas de couvrir la totalité des dépenses, rendant une subvention annuelle du budget principal nécessaire.

Celle-ci est prévue à hauteur de 180.357 € pour 2023.

Ce montant est prévisionnel. Le montant définitif de la subvention d'équilibre du budget principal sera calculé à hauteur des besoins réels du budget annexe en fonction de l'exécution des dépenses et recettes constatées au cours de l'exercice 2023.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur le budget primitif régie culturelle 2023.

Celui-ci peut être résumé comme suit :

| BUDGET RÉGIE CULTURELLE          |  |                   |                  |                  |                   |
|----------------------------------|--|-------------------|------------------|------------------|-------------------|
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> |  |                   |                  |                  |                   |
| <b>Dépenses</b>                  |  | <b>CA 2022</b>    |                  |                  | <b>BP 2023</b>    |
| 011                              | Charges à caractère général                    | 68 372,23         |                  |                  | 71 910,00         |
| 012                              | Charges de personnel et frais assimilés        | 119 720,91        |                  |                  | 122 500,00        |
| 023                              | Virement à la section d'investissement         | -                 |                  |                  | 13 255,00         |
| 042                              | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 986,00            |                  |                  | 1 442,00          |
| <b>TOTAL</b>                     |  | <b>189 079,14</b> |                  |                  | <b>209 107,00</b> |
|                                  |  | -                 |                  |                  | -                 |
| <b>Recettes</b>                  |  | <b>CA 2022</b>    |                  |                  | <b>BP 2023</b>    |
| 70                               | Produits des services                          | 9 225,55          |                  |                  | 11 000,00         |
| 74                               | Dotations et participations                    | 183 052,49        |                  |                  | 196 857,00        |
| 77                               | Produits exceptionnels                         | 27 743,51         |                  |                  | 1 250,00          |
| <b>TOTAL</b>                     |  | <b>220 021,55</b> |                  |                  | <b>209 107,00</b> |
|                                  |  | -                 |                  |                  | -                 |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>  |  |                   |                  |                  |                   |
| <b>Dépenses</b>                  |  | <b>CA 2022</b>    | <b>BP 2023</b>   | <b>RAR 2022</b>  | <b>TOTAL 2023</b> |
| -                                | Dépenses d'équipement                          | 2 561,50          | 14 048,00        | 27 546,00        | 41 594,00         |
| 0002                             | Opérations non individualisées                 | 2 561,50          | 14 048,00        | 27 546,00        | 41 594,00         |
| <b>TOTAL</b>                     |  | <b>2 561,50</b>   | <b>14 048,00</b> | <b>27 546,00</b> | <b>41 594,00</b>  |
|                                  |  | -                 | -                | -                | -                 |
|                                  |  | -                 | -                | -                | -                 |
| <b>Recettes</b>                  |  | <b>CA 2022</b>    | <b>BP 2023</b>   | <b>RAR 2022</b>  | <b>TOTAL 2023</b> |
| 001                              | Résultats antérieurs reportés                  | -                 | -                | -                | 3 856,39          |
| 021                              | Virement de la section d'exploitation          | -                 | 13 255,00        | -                | 13 255,00         |
| 040                              | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 986,00            | 1 442,00         | -                | 1 442,00          |
| 10                               | Dotations                                      | 602,90            | 21 442,09        | -                | 21 442,09         |
| 13                               | Subventions d'investissement                   | 8 000,00          | 1 598,52         | -                | 1 598,52          |
| <b>TOTAL</b>                     |  | <b>9 588,90</b>   | <b>37 737,61</b> |                  | <b>41 594,00</b>  |
|                                  |  | -                 | -                |                  | -                 |

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur le projet de budget primitif tel que ci-dessus détaillé.

Après avoir entendu la présentation du budget primitif de l'exercice 2023,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

## DÉCIDE

1 – **D'adopter** le Budget Primitif régie culturelle pour l'année 2023 tel que ci-dessus détaillé,

2 – **D'adopter** le budget en fonctionnement par chapitre et en investissement par chapitre.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Décision du conseil municipal :**

|                       |           |
|-----------------------|-----------|
| <b>Votes pour :</b>   | <b>26</b> |
| <b>Votes contre :</b> | <b>0</b>  |
| <b>Abstentions :</b>  | <b>0</b>  |

**FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,**

Le maire,



**Nicolas PLATON**

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-42-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 42-2023

Affichée le 14/04/23

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-42-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023





**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 43-2023**

(Code de la nomenclature :7.1.2)

**OBJET : EXAMEN ET VOTE DU BUDGET PRIMITIF CAMPING 2023**

**Vu** la loi 94-504 du 22 juin 1994,

**Vu** la loi 96-142 du 21 février 1996,

**Vu** les articles L2311-1, L2311-2, L2312-1, L2312-3 et L2312-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable du 1<sup>er</sup> Août 1996,

**Considérant** la présentation des projets de budgets primitifs 2022 aux membres de la Commission Finances, budget, ressources humaines, lien social, solidarité et mobilités lors de la séance du 24 janvier 2022,

Ce budget annexe ne fait pas l'objet d'une subvention d'équilibre du budget principal.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur le budget primitif camping 2023.

Celui-ci peut être résumé comme suit :

## BUDGET CAMPING

### SECTION D'EXPLOITATION

| Dépenses     |  | CA 2022         |  |  | TOTAL 2023       |
|--------------|--|-----------------|--|--|------------------|
| 002          | Résultat reporté                               | -               |  |  | -                |
| 011          | Charges à caractère général                    | 3 799,40        |  |  | 4 143,00         |
| 012          | Charges de personnel et frais assimilés        | 814,00          |  |  | 1 320,00         |
| 023          | Virement à la section d'investissement         | -               |  |  | 8 450,00         |
| 042          | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 386,00          |  |  | 387,00           |
| <b>TOTAL</b> |  | <b>4 999,40</b> |  |  | <b>14 300,00</b> |

| Recettes     |  | CA 2022          |  |  | TOTAL 2023       |
|--------------|--|------------------|--|--|------------------|
| 002          | Résultat reporté                               | -                |  |  | 9 290,34         |
| 042          | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 140,00           |  |  | 140,00           |
| 70           | Produits des services                          | 768,00           |  |  | 820,00           |
| 75           | Autres produits de gestion courante            | 4 507,12         |  |  | 4 049,66         |
| <b>TOTAL</b> |  | <b>13 126,12</b> |  |  | <b>14 300,00</b> |

### SECTION D'INVESTISSEMENT

| Dépenses     |  | CA 2022       | BP 2023          | RAR 2022 | TOTAL 2023       |
|--------------|--|---------------|------------------|----------|------------------|
| 040          | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 140,00        | 140,00           | -        | 140,00           |
| -            | Dépenses d'équipement                          | -             | 31 620,00        | -        | 31 620,00        |
| 0002         | Opérations non individualisées                 | -             | 31 620,00        | -        | 31 620,00        |
| <b>TOTAL</b> |  | <b>140,00</b> | <b>31 760,00</b> | <b>-</b> | <b>31 760,00</b> |

| Recettes     |  | CA 2022       | BP 2023          | RAR 2022 | TOTAL 2023       |
|--------------|--|---------------|------------------|----------|------------------|
| 001          | Résultats antérieurs reportés                  | -             | 545,00           | -        | 545,00           |
| 021          | Virement de la section d'exploitation          | -             | 8 450,00         | -        | 8 450,00         |
| 040          | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 386,00        | 387,00           | -        | 387,00           |
| 13           | Subventions d'investissement                   | -             | 12 646,65        | -        | 12 646,65        |
| 16           | Emprunts                                       | -             | 9 731,35         | -        | 9 731,35         |
| <b>TOTAL</b> |  | <b>386,00</b> | <b>31 760,00</b> | <b>-</b> | <b>31 760,00</b> |

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur le projet de budget primitif tel que ci-dessus détaillé.

Après avoir entendu la présentation du budget primitif de l'exercice 2023,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

## DÉCIDE

**1 – D'adopter** le Budget Primitif camping pour l'année 2023 tel que ci-dessus détaillé,

**2 – D'adopter** le budget en exploitation par chapitre et en investissement par chapitre.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le préfet de la Gironde.

Accusé de réception en préfecture  
024212493524 20230411 13/2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

**Décision du conseil municipal :**

Votes pour : 26  
Votes contre : 0  
Abstentions : 0

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-43-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 43-2023

*Affichée le 14/04/23*

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-43-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 44-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION A L'AMICALE DES DONNEURS DE SANG DE RIBERAC AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** le dossier de demande de subvention déposé par l'association pour l'exercice 2023,

**Considérant** l'examen de la demande et l'avis rendu par la commission de la vie associative, sportive et culturelle réunie en date du 15 février 2023,

il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur la subvention à l'association citée en objet au titre de l'exercice 2023.

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote pour l'association qui le concerne.

De plus, en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et de son décret d'application du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, une convention doit être obligatoirement établie entre la collectivité qui attribue une subvention et l'association, dès lors que cette subvention dépasse 23.000 euros.

Les chapitres 65 et 67 du budget primitif 2023, qui viennent d'être votés, comportent des ouvertures de crédits pour l'octroi de subventions de fonctionnement et de subventions exceptionnelles aux personnes de droit privé, dont les associations.

024-212403521-20230411-44-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Il est proposé d'attribuer à l'association la somme de 300 €.

Le règlement de la somme attribuée sera effectué en un seul ou plusieurs versements, au vu des pièces justificatives produites par l'association et conformément aux modalités fixées dans la convention établie, le cas échéant.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

## DÉCIDE

**1 – D'octroyer** à l'association citée en objet une subvention au titre de l'exercice 2023 dans les conditions ci-dessus détaillées,

**2 – D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Décision du conseil municipal :**

|                       |           |
|-----------------------|-----------|
| <b>Votes pour :</b>   | <b>26</b> |
| <b>Votes contre :</b> | <b>0</b>  |
| <b>Abstentions :</b>  | <b>0</b>  |

**FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,**



**Nicolas PLATON**

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-44-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

**Délibération 44-2023**

*Affichée le 14/04/23*



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 45-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : VOTE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES DE LA CITE SCOLAIRE AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** les dossiers de demande de subvention déposés par les associations pour l'exercice 2023,

**Considérant** l'examen de la demande et l'avis rendu par la commission de la vie associative, sportive et culturelle réunie en date du 15 février 2023,

il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur les subventions aux l'associations citées en objet au titre de l'exercice 2023.

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote pour l'association qui le concerne.

De plus, en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et de son décret d'application du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, une convention doit être obligatoirement établie entre la collectivité qui attribue une subvention et l'association, dès lors que cette subvention dépasse 20000 euros.

Annule et révoque l'arrêté n° 024-212403521-20230411-45-2023-DE  
en date de l'adoption : 11/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Les chapitres 65 et 67 du budget primitif 2023, qui viennent d'être votés, comportent des ouvertures de crédits pour l'octroi de subventions de fonctionnement et de subventions exceptionnelles aux personnes de droit privé, dont les associations.

Il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

- Association sportive du collège Arnaut Daniel : 600 €
- Association sportive du LGT Arnaut Daniel : 200 €
- Association sportive du LEP Arnaut Daniel : 200 €

Le règlement des sommes attribuées sera effectué en un seul ou plusieurs versements, au vu des pièces justificatives produites par les associations et conformément aux modalités fixées dans les conventions établies, le cas échéant.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

## DÉCIDE

**1 – D'octroyer** aux associations citées en objet des subventions au titre de l'exercice 2023 dans les conditions ci-dessus détaillées,

**2 – D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Décision du conseil municipal :**

|                       |           |
|-----------------------|-----------|
| <b>Votes pour :</b>   | <b>26</b> |
| <b>Votes contre :</b> | <b>0</b>  |
| <b>Abstentions :</b>  | <b>0</b>  |

**FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,**

**Le maire,**



**Nicolas PLATON**

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-45-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 45-2023

Affaire le 14/04/23





**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 46-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION AU CAR HANDBALL AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** le dossier de demande de subvention déposé par l'association pour l'exercice 2023,

**Considérant** l'examen de la demande et l'avis rendu par la commission de la vie associative, sportive et culturelle réunie en date du 15 février 2023,

il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur la subvention à l'association citée en objet au titre de l'exercice 2023.

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote pour l'association qui le concerne.

De plus, en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et de son décret d'application du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, une convention doit être obligatoirement établie entre la collectivité qui attribue une subvention et l'association, dès lors que cette subvention dépasse 23.000 euros.

Les chapitres 65 et 67 du budget primitif 2023, qui viennent d'être votés, comportent des ouvertures de crédits pour l'octroi de subventions de fonctionnement et de subventions exceptionnelles aux personnes de droit privé, dont les associations.

Il est proposé d'attribuer à l'association la somme de 9 885 €.

Le règlement de la somme attribuée sera effectué en un seul ou plusieurs versements, au vu des pièces justificatives produites par l'association et conformément aux modalités fixées dans la convention établie, le cas échéant.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

## DÉCIDE

**1 – D'octroyer** à l'association citée en objet une subvention au titre de l'exercice 2023 dans les conditions ci-dessus détaillées,

**2 – D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Décision du conseil municipal :**

|                       |           |
|-----------------------|-----------|
| <b>Votes pour :</b>   | <b>26</b> |
| <b>Votes contre :</b> | <b>0</b>  |
| <b>Abstentions :</b>  | <b>0</b>  |

**FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,**

**Le maire,**



**Nicolas PLATON**

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-46-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

**Délibération 46-2023**

*Affiché le 14/04/23*



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 47-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION AU CAR RUGBY DORDOGNE AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** le dossier de demande de subvention déposé par l'association pour l'exercice 2023,

**Considérant** l'examen de la demande et l'avis rendu par la commission de la vie associative, sportive et culturelle réunie en date du 15 février 2023,

il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur la subvention à l'association citée en objet au titre de l'exercice 2023.

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote pour l'association qui le concerne.

De plus, en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et de son décret d'application du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, une convention doit être obligatoirement établie entre la collectivité qui attribue une subvention et l'association, dès lors que cette subvention dépasse 23.000 euros.

Les chapitres 65 et 67 du budget primitif 2023, qui viennent d'être votés, comportent des crédits pour l'octroi de subventions de fonctionnement et de subventions exceptionnelles aux personnes de droit privé, dont les associations.

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-47-2023-DE  
Date de envoi en préfecture : 11/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Il est proposé d'attribuer à l'association la somme de 17 920 €.

Le règlement de la somme attribuée sera effectué en un seul ou plusieurs versements, au vu des pièces justificatives produites par l'association et conformément aux modalités fixées dans la convention établie, le cas échéant.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

## DÉCIDE

**1 – D'octroyer** à l'association citée en objet une subvention au titre de l'exercice 2023 dans les conditions ci-dessus détaillées,

**2 – D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Décision du conseil municipal :**

|                       |           |
|-----------------------|-----------|
| <b>Votes pour :</b>   | <b>26</b> |
| <b>Votes contre :</b> | <b>0</b>  |
| <b>Abstentions :</b>  | <b>0</b>  |

**FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,**



**Nicolas PLATON**

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-47-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

**Délibération 47-2023**

*Affichée le 14/04/23*



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 48-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION AU CAR TENNIS AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** le dossier de demande de subvention déposé par l'association pour l'exercice 2023,

**Considérant** l'examen de la demande et l'avis rendu par la commission de la vie associative, sportive et culturelle réunie en date du 15 février 2023,

il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur la subvention à l'association citée en objet au titre de l'exercice 2023.

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote pour l'association qui le concerne.

A ce titre, Madame ESCULIER (ayant reçu procuration de Monsieur CASANAVE) et Monsieur ROVERE ne participent pas au vote, ce qui porte le nombre de votants à 23.

De plus, en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et de son décret d'application du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, une convention de gestion a été préalablement établie entre la collectivité qui attribue une subvention et l'association, dès lors que cette subvention dépasse 23.000 euros.

Reçu de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-48-2023-DE  
Date de dépôt en préfecture : 11/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Les chapitres 65 et 67 du budget primitif 2023, qui viennent d'être votés, comportent des ouvertures de crédits pour l'octroi de subventions de fonctionnement et de subventions exceptionnelles aux personnes de droit privé, dont les associations.

Il est proposé d'attribuer à l'association la somme de 4 850 €.

Le règlement de la somme attribuée sera effectué en un seul ou plusieurs versements, au vu des pièces justificatives produites par l'association et conformément aux modalités fixées dans la convention établie, le cas échéant.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

## DÉCIDE

**1 – D'octroyer** à l'association citée en objet une subvention au titre de l'exercice 2023 dans les conditions ci-dessus détaillées,

**2 – D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### Décision du conseil municipal :

|                       |           |
|-----------------------|-----------|
| <b>Votes pour :</b>   | <b>23</b> |
| <b>Votes contre :</b> | <b>0</b>  |
| <b>Abstentions :</b>  | <b>0</b>  |

**FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,**

**Le maire,**



**Nicolas PLATON**

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-48-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 48-2023

*Affichée le 14/04/23*



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 49-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION AU CAR FOOTBALL AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** le dossier de demande de subvention déposé par l'association pour l'exercice 2023,

**Considérant** l'examen de la demande et l'avis rendu par la commission de la vie associative, sportive et culturelle réunie en date du 15 février 2023,

il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur la subvention à l'association citée en objet au titre de l'exercice 2023.

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote pour l'association qui le concerne.

A ce titre, Monsieur CAILLOU, Madame BOUCHART et Madame BAPTISTA ne participent pas au vote, ce qui porte le nombre de votants à 23.

De plus, en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et de son décret d'application du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, une convention de collaboration a été préalablement établie entre la collectivité qui attribue une subvention et l'association, dès lors que cette subvention dépasse 23.000 euros.

|   |
|---|
| Accuse de réception en préfecture<br>024-212403521-20230411_49-2023-DE<br>Etat de réalisation en préfecture : 09/04/2023<br>Date de réception préfecture : 11/04/2023 |
|---|

Les chapitres 65 et 67 du budget primitif 2023, qui viennent d'être votés, comportent des ouvertures de crédits pour l'octroi de subventions de fonctionnement et de subventions exceptionnelles aux personnes de droit privé, dont les associations.

Il est proposé d'attribuer à l'association la somme de 10 000 €.

Le règlement de la somme attribuée sera effectué en un seul ou plusieurs versements, au vu des pièces justificatives produites par l'association et conformément aux modalités fixées dans la convention établie, le cas échéant.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

## DÉCIDE

1 – **D'octroyer** à l'association citée en objet une subvention au titre de l'exercice 2023 dans les conditions ci-dessus détaillées,

2 – **D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

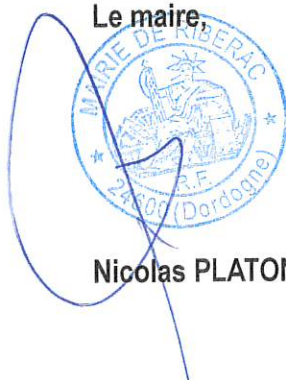
DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### Décision du conseil municipal :

|                |    |
|----------------|----|
| Votes pour :   | 23 |
| Votes contre : | 0  |
| Abstentions :  | 0  |

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-49-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 49-2023

Affichée le 14/04/23





**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 50-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION AU COMITE D'ANIMATIONS FESTI CUTUREL EN RIBERACOIS AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** le dossier de demande de subvention déposé par l'association pour l'exercice 2023,

**Considérant** l'examen de la demande et l'avis rendu par la commission de la vie associative, sportive et culturelle réunie en date du 15 février 2023,

il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur la subvention à l'association citée en objet au titre de l'exercice 2023.

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote pour l'association qui le concerne.

De plus, en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et de son décret d'application du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, une convention doit être obligatoirement établie entre la collectivité qui attribue une subvention et l'association, dès lors que cette subvention dépasse 23.000 euros.

Les chapitres 65 et 67 du budget primitif 2023, qui viennent d'être votés, comportent des ouvertures de crédits pour l'octroi de subventions de fonctionnement et de subventions exceptionnelles aux personnes de droit privé, dont les associations.

Il est proposé d'attribuer à l'association la somme de 24 000 €.

Le règlement de la somme attribuée sera effectué en un seul ou plusieurs versements, au vu des pièces justificatives produites par l'association et conformément aux modalités fixées dans la convention établie, le cas échéant.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

## DÉCIDE

**1 – D'octroyer** à l'association citée en objet une subvention au titre de l'exercice 2023 dans les conditions ci-dessus détaillées,

**2 – D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Décision du conseil municipal :**

|                |    |
|----------------|----|
| Votes pour :   | 26 |
| Votes contre : | 0  |
| Abstentions :  | 0  |

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-50-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 50-2023

Archivée le 14/04/23



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS :** M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS :** M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 51-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION A CRE'ART AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** le dossier de demande de subvention déposé par l'association pour l'exercice 2023,

**Considérant** l'examen de la demande et l'avis rendu par la commission de la vie associative, sportive et culturelle réunie en date du 15 février 2023,

il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur la subvention à l'association citée en objet au titre de l'exercice 2023.

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote pour l'association qui le concerne.

A ce titre, Madame ZURCHER-SANGUE ne participe pas au vote, ce qui porte le nombre de votants à 25.

De plus, en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et de son décret d'application du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, une convention doit être obligatoirement établie entre la collectivité qui attribue une subvention et l'association, dès lors que cette subvention dépasse 20 000 euros.

Article de réception en préfecture  
024-212403521-20230411\_51-2023-DE  
en ligne depuis le 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Les chapitres 65 et 67 du budget primitif 2023, qui viennent d'être votés, comportent des ouvertures de crédits pour l'octroi de subventions de fonctionnement et de subventions exceptionnelles aux personnes de droit privé, dont les associations.

Il est proposé d'attribuer à l'association la somme de 1 000 €.

Le règlement de la somme attribuée sera effectué en un seul ou plusieurs versements, au vu des pièces justificatives produites par l'association et conformément aux modalités fixées dans la convention établie, le cas échéant.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

## DÉCIDE

**1 – D'octroyer** à l'association citée en objet une subvention au titre de l'exercice 2023 dans les conditions ci-dessus détaillées,

**2 – D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### Décision du conseil municipal :

|                |    |
|----------------|----|
| Votes pour :   | 25 |
| Votes contre : | 0  |
| Abstentions :  | 0  |

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,  
  
Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-51-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 51-2023

Affiché le 14/04/23



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 52-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION A L'ENTENTE CYCLISTE RIBERAC UFOLEP AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** le dossier de demande de subvention déposé par l'association pour l'exercice 2023,

**Considérant** l'examen de la demande et l'avis rendu par la commission de la vie associative, sportive et culturelle réunie en date du 15 février 2023,

il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur la subvention à l'association citée en objet au titre de l'exercice 2023.

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote pour l'association qui le concerne.

De plus, en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et de son décret d'application du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, une convention doit être obligatoirement établie entre la collectivité qui attribue une subvention et l'association, dès lors que cette subvention dépasse 23.000 euros.

Les chapitres 65 et 67 du budget primitif 2023, qui viennent d'être votés, comportent des ouvertures de crédits pour l'octroi de subventions de fonctionnement et de subventions exceptionnelles aux personnes de droit privé, dont les associations.

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-52-2023-DE  
Date de réception : 14/04/2023  
Date de réception, préfecture : 14/04/2023

Il est proposé d'attribuer à l'association la somme de 850 €.

Le règlement de la somme attribuée sera effectué en un seul ou plusieurs versements, au vu des pièces justificatives produites par l'association et conformément aux modalités fixées dans la convention établie, le cas échéant.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

## DÉCIDE

**1 – D'octroyer** à l'association citée en objet une subvention au titre de l'exercice 2023 dans les conditions ci-dessus détaillées,

**2 – D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Décision du conseil municipal :**

|                       |           |
|-----------------------|-----------|
| <b>Votes pour :</b>   | <b>26</b> |
| <b>Votes contre :</b> | <b>0</b>  |
| <b>Abstentions :</b>  | <b>0</b>  |

**FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,**

Le maire,



**Nicolas PLATON**

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-52-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

**Délibération 52-2023**

Attichée le 14/04/23



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 53-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION A L'ASSOCIATION GYMNASTIQUE VOLONTAIRE ET RANDONNEE RIBERACOISE AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** le dossier de demande de subvention déposé par l'association pour l'exercice 2023,

**Considérant** l'examen de la demande et l'avis rendu par la commission de la vie associative, sportive et culturelle réunie en date du 15 février 2023,

il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur la subvention à l'association citée en objet au titre de l'exercice 2023.

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote pour l'association qui le concerne.

De plus, en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et de son décret d'application du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, une convention doit être obligatoirement établie entre la collectivité qui attribue une subvention et l'association, dès lors que cette subvention dépasse 23 000 euros.

Les chapitres 65 et 67 du budget primitif 2023, qui viennent d'être votés, comportent des ouvertures de crédits pour l'octroi de subventions de fonctionnement et de subventions exceptionnelles aux personnes de droit privé, dont les associations.

024-212403521-20230411-53-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Il est proposé d'attribuer à l'association la somme de 500 €.

Le règlement de la somme attribuée sera effectué en un seul ou plusieurs versements, au vu des pièces justificatives produites par l'association et conformément aux modalités fixées dans la convention établie, le cas échéant.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

## DÉCIDE

**1 – D'octroyer** à l'association citée en objet une subvention au titre de l'exercice 2023 dans les conditions ci-dessus détaillées,

**2 – D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### Décision du conseil municipal :

|                |    |
|----------------|----|
| Votes pour :   | 26 |
| Votes contre : | 0  |
| Abstentions :  | 0  |

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,  
  
Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-53-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 53-2023

Affichée le 14/04/23





**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 54-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION AU JUDO CLUB RIBERACOIS AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** le dossier de demande de subvention déposé par l'association pour l'exercice 2023,

**Considérant** l'examen de la demande et l'avis rendu par la commission de la vie associative, sportive et culturelle réunie en date du 15 février 2023,

il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur la subvention à l'association citée en objet au titre de l'exercice 2023.

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote pour l'association qui le concerne.

De plus, en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et de son décret d'application du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, une convention doit être obligatoirement établie entre la collectivité qui attribue une subvention et l'association, dès lors que cette subvention dépasse 23.000 euros.

Les chapitres 65 et 67 du budget primitif 2023, qui viennent d'être votés, comportent des ouvertures de crédits pour l'octroi de subventions de fonctionnement et de subventions exceptionnelles aux personnes de droit privé, dont les associations.

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-54-2023-DE  
Date de réception, préfecture : 14/04/2023

Il est proposé d'attribuer à l'association la somme de 5 500 €.

Le règlement de la somme attribuée sera effectué en un seul ou plusieurs versements, au vu des pièces justificatives produites par l'association et conformément aux modalités fixées dans la convention établie, le cas échéant.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

## DÉCIDE

**1 – D'octroyer** à l'association citée en objet une subvention au titre de l'exercice 2023 dans les conditions ci-dessus détaillées,

**2 – D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### Décision du conseil municipal :

|                |    |
|----------------|----|
| Votes pour :   | 26 |
| Votes contre : | 0  |
| Abstentions :  | 0  |

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-54-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 54-2023

Affiché le 14/04/23



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 55-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION A LA GAULE RIBERACOISE AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** le dossier de demande de subvention déposé par l'association pour l'exercice 2023,

**Considérant** l'examen de la demande et l'avis rendu par la commission de la vie associative, sportive et culturelle réunie en date du 15 février 2023,

il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur la subvention à l'association citée en objet au titre de l'exercice 2023.

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote pour l'association qui le concerne.

De plus, en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et de son décret d'application du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, une convention doit être obligatoirement établie entre la collectivité qui attribue une subvention et l'association, dès lors que cette subvention dépasse 23.000 euros.

Les chapitres 65 et 67 du budget primitif 2023, qui viennent d'être votés, comportent des ouvertures de crédits pour l'octroi de subventions de fonctionnement et de subventions exceptionnelles aux personnes de droit privé, dont les associations.

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-55-2023-DE  
Date de réception : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Il est proposé d'attribuer à l'association la somme de 300 €.

Le règlement de la somme attribuée sera effectué en un seul ou plusieurs versements, au vu des pièces justificatives produites par l'association et conformément aux modalités fixées dans la convention établie, le cas échéant.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

## DÉCIDE

**1 – D'octroyer** à l'association citée en objet une subvention au titre de l'exercice 2023 dans les conditions ci-dessus détaillées,

**2 – D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Décision du conseil municipal :**

|                       |           |
|-----------------------|-----------|
| <b>Votes pour :</b>   | <b>26</b> |
| <b>Votes contre :</b> | <b>0</b>  |
| <b>Abstentions :</b>  | <b>0</b>  |

**FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,**

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-55-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 55-2023

Affiché le 14/04/23



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 56-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION AU REVEIL DE SAINT MARTIAL AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** le dossier de demande de subvention déposé par l'association pour l'exercice 2023,

**Considérant** l'examen de la demande et l'avis rendu par la commission de la vie associative, sportive et culturelle réunie en date du 15 février 2023,

il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur la subvention à l'association citée en objet au titre de l'exercice 2023.

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote pour l'association qui le concerne.

A ce titre, Madame BETREMIEUX ne participe pas au vote, ce qui porte le nombre de votants à 25.

De plus, en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et de son décret d'application du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, une convention doit être obligatoirement établie entre la collectivité qui attribue une subvention et l'association, dès lors que cette subvention dépasse 2 000 euros.

024-212403521-20230411\_56-2023-DE  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Les chapitres 65 et 67 du budget primitif 2023, qui viennent d'être votés, comportent des ouvertures de crédits pour l'octroi de subventions de fonctionnement et de subventions exceptionnelles aux personnes de droit privé, dont les associations.

Il est proposé d'attribuer à l'association la somme de 350 €.

Le règlement de la somme attribuée sera effectué en un seul ou plusieurs versements, au vu des pièces justificatives produites par l'association et conformément aux modalités fixées dans la convention établie, le cas échéant.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

## DÉCIDE

1 – **D'octroyer** à l'association citée en objet une subvention au titre de l'exercice 2023 dans les conditions ci-dessus détaillées,

2 – **D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### Décision du conseil municipal :

|                |    |
|----------------|----|
| Votes pour :   | 25 |
| Votes contre : | 0  |
| Abstentions :  | 0  |

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-56-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Delibération 56-2023

Affichée le 14/04/23



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 57-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : VOTE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** les dossiers de demande de subvention déposés par les associations pour l'exercice 2023,

**Considérant** l'examen de la demande et l'avis rendu par la commission de la vie associative, sportive et culturelle réunie en date du 15 février 2023,

il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur les subventions aux l'associations citées en objet au titre de l'exercice 2023.

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote pour l'association qui le concerne.

De plus, en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et de son décret d'application du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, une convention doit être obligatoirement établie entre la collectivité qui attribue une subvention et l'association, dès lors que cette subvention dépasse 23 000 euros.

Les chapitres 65 et 67 du budget primitif 2023, qui viennent d'être votés, comportent des ouvertures de crédits pour l'octroi de subventions de fonctionnement et de subventions exceptionnelles aux personnes de droit privé, dont les associations.

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-57-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

|  |        |
|--|--------|
| FIT 'OXYGENE   | 500    |
| LES ARCHERS DE L'ETOILE                              | 400    |
| LES CINÉPASSEURS                                     | 2 000  |
| LES FILMS DU LÉBÉROU                                 | 1 200  |
| LIEUTENANTS DE LOUVETERIE                            | 621    |
| LIGUE CONTRE LE CANCER                               | 200    |
| RIB CAR  | 300    |
| RIBERAC EPEE   | 1 300  |
| SOCIÉTÉ MUSICALE DE RIBÉRAC                          | 4 500  |
| SOS CHATS LIBRES                                     | 350    |
| COS DE LA VILLE DE RIBERAC (AIDE SOCIALE AUX AGENTS) | 32 200 |

Le règlement des sommes attribuées sera effectué en un seul ou plusieurs versements, au vu des pièces justificatives produites par les associations et conformément aux modalités fixées dans les conventions établies, le cas échéant.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

### DÉCIDE

1 – **D'octroyer** aux associations des subventions au titre de l'exercice 2023 dans les conditions ci-dessus détaillées,

2 – **D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Décision du conseil municipal :**

**Votes pour :** 26  
**Votes contre :** 0  
**Abstentions :** 0

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-57-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 57-2023

Affichée le 14/04/23





**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 58-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : CONVENTION DE FINANCEMENT DU COS DE LA VILLE DE RIBÉRAC – AVENANT N° 22**

**Vu** l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

**Vu** l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2001-495 du 10 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

**Considérant** l'obligation pour les collectivités territoriales de consacrer une partie de leur budget à l'aide sociale aux agents,

**Vu** la délibération n° 57/2023 du 11 avril 2023 relative à l'attribution d'une subvention au Comité des Œuvres Sociales de la commune de Ribérac, pour un montant de 32.200 €,

**Considérant** que la subvention allouée au titre de l'exercice est supérieure à 23.000 €,

**Vu** la convention d'objectifs en cours de validité entre la commune de RIBÉRAC et le Comité des Œuvres Sociales de la commune de Ribérac, ainsi que ses avenants successifs,

**Considérant** que, lorsqu'une subvention dépasse le seuil de 23.000 €, l'autorité l'ayant attribuée doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée,

Il est proposé de conclure l'avenant n° 22 reprenant le montant de la subvention attribuée et ses conditions de versement.

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-58-2023-DE  
Date de réception en préfecture : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

## DÉCIDE

**1 – D'approuver** l'avenant n° 22 à la convention entre la Commune et le Comité des Œuvres Sociales de la commune de Ribérac, tel que joint à la présente délibération,

**2 – D'autoriser** Monsieur le maire à signer tout document nécessaire à la poursuite de cette affaire.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Décision du conseil municipal :**

|                       |           |
|-----------------------|-----------|
| <b>Votes pour :</b>   | <b>26</b> |
| <b>Votes contre :</b> | <b>0</b>  |
| <b>Abstentions :</b>  | <b>0</b>  |

**FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,**

Le maire,



**Nicolas PLATON**

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-58-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

**Délibération 58-2023**

*Affichée le 14/04/23*

République Française



Ribérac

**CONVENTION DU 08 NOVEMBRE 2001**  
**ENTRE LA COMMUNE DE RIBÉRAC**  
**ET LE COMITÉ DES ŒUVRES SOCIALES**

-----  
**AVENANT N ° 22**  
-----

Entre

La Commune de RIBÉRAC, représentée par le Maire, Nicolas PLATON, dûment habilité par délibération n° ..... en date du 11 avril 2023, ci-après désignée « la Commune » d'une part,

Et

Le Comité des Œuvres Sociales dont le siège est en mairie de RIBÉRAC, représenté par son président, Monsieur Benoît COURARIE, dûment habilité par une décision de l'Assemblée Générale en date du ....., ci-après désigné « le COS » d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>** : Conformément aux dispositions de l'article 2 de la convention du 08 Novembre 2001, le taux pour le calcul du montant de la subvention pour l'année 2023 est fixé à 1,75 %, soit un montant arrondi à 32.200 €.

**Article 2** : La subvention sera versée en une fois au plus tard en juillet 2023.

**Article 3** : Toutes les autres dispositions de la convention sont sans changement.

Fait à RIBÉRAC, le

Pour la Commune de Ribérac,  
Le maire,

Pour le COS de la Ville de Ribérac,  
Le président,

Nicolas PLATON

Benoît COURARIE

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-58-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-58-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 59-2023**

(Code de la nomenclature : 7.5.2)

**OBJET : CONVENTION DE FINANCEMENT DU COMITE D'ANIMATIONS FESTI CULTUREL EN RIBÉRACOIS – AVENANT N° 4**

**Vu** l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

**Vu** l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2001-495 du 10 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

**Vu** la délibération n° 50/2023 du 11 avril 2023 relative à l'attribution d'une subvention au Comité d'Animation Festi Culturel en Ribéracois, pour un montant de 24.000 €,

**Considérant** que la subvention allouée au titre de l'exercice est supérieure à 23.000 €,

**Vu** la convention d'objectifs en cours de validité entre la commune de RIBÉRAC et le Comité d'Animation Festi Culturel en Ribéracois, ainsi que ses avenants successifs,

**Considérant** que, lorsqu'une subvention dépasse le seuil de 23.000 €, l'autorité l'ayant attribuée doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée,

il est proposé de conclure l'avenant n° 4 reprenant le montant de la subvention aux conditions de versement.

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-59-2023-DE  
Date de transmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Il est précisé que les présidents, les membres du conseil municipal faisant partie du bureau ou des conseils d'administration des associations concernées ainsi que les professionnels experts comptables des associations ne prennent pas part au vote.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

## DÉCIDE

**1 – D'approuver** l'avenant n° 4 à la convention entre la Commune et Comité d'Animation Festi Culturel en Ribéracois, tel que joint à la présente délibération,

**2 – D'autoriser** Monsieur le maire à signer tout document nécessaire à la poursuite de cette affaire.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Décision du conseil municipal :**

|                       |           |
|-----------------------|-----------|
| <b>Votes pour :</b>   | <b>26</b> |
| <b>Votes contre :</b> | <b>0</b>  |
| <b>Abstentions :</b>  | <b>0</b>  |

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-59-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 59-2023

*Affichée le 14/04/23*



**AVENANT N° 4  
À LA CONVENTION D'OBJECTIFS  
ENTRE LE COMITÉ D'ANIMATIONS  
FESTI CULTUREL EN RIBÉRACOIS  
ET LA VILLE DE RIBÉRAC**

**ENTRE :**

- La commune de Ribérac, représentée par son maire, Monsieur Nicolas PLATON, habilité par délibération du conseil municipal n° ..... en date du 11 avril 2023 ci-après désignée " la commune " d'une part,

et

- l'association Comité d'Animations Festi Culturel en Ribéracois, représentée par Madame Aurélie BOURG, présidente, ci-après désigné « le CAFCR », d'autre part,

**IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1 :** Le montant total de la subvention 2023 attribuée par la commune de Ribérac au CAFCR est fixé à 24.000. €.

**Article 2 :** La subvention allouée sera versée en deux fois :

- 1<sup>er</sup> acompte : mai 2023
- Solde : juillet 2023

Fait à Ribérac le

Pour la Commune de Ribérac,  
Le maire,

Pour le Comité d'Animations  
Festi Culturel en Ribéracois,  
La présidente,

Nicolas PLATON

Aurélie BOURG

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-59-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023





**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 60-2023**

(Code de la nomenclature : 7.10)

**OBJET : REPRISE DE PROVISIONS AUX BUDGETS 2023**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L2121-29, L2321-2, L2322-2, R2321-2 et R2321-3,

**Vu** les instructions budgétaires et comptables M14 et M4,

**Considérant** que le régime de provisionnement semi-budgétaire est de droit commun pour les communes,

**Vu** la provision réalisée en 2022 pour la somme totale de 10.000 € relative au recours d'un agent municipal devant le Tribunal Administratif de Bordeaux,

**Considérant** que le Tribunal Administratif de Bordeaux a débouté cet agent,

**Considérant** que l'agent n'a pas fait appel de cette décision,

Il est proposé aux membres du conseil municipal de procéder à la reprise de la provision suivante au budget 2023 :

| <b>BUDGET PRINCIPAL</b>      | Article de provision | Montant provisionné | Article de reprise | Montant à reprendre au BP 2023 |
|------------------------------|----------------------|---------------------|--------------------|--------------------------------|
| Recours d'un agent municipal | 6815                 | 10.000 €            | /                  | 10.000 €                       |
| <b>TOTAL</b>                 | <b>/</b>             | <b>10.000 €</b>     | <b>/</b>           | <b>10.000 €</b>                |

Accusé de réception en préfecture  
024212403521-20230411-60-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L2121-29, L2321-2, L2322-2, R2321-2 et R2321-3,

Vu les instructions budgétaires et comptables M14 et M4,

Considérant que le régime de provisionnement semi-budgétaire est de droit commun pour les communes,

Vu la provision réalisée en 2021 pour la somme totale de 8.797 € relative à la mise en œuvre d'une garantie financière pour un emprunt de la société ribéracoise d'abattage (montant de l'annuité 2021),

Considérant que la Commune a intégré le montant des annuités découlant de cette garantie dans le budget annexe abattoir 2023,

Il est proposé aux membres du conseil municipal de procéder à la reprise de la provision suivante au budget 2023 :

| <b>BUDGET ABATTOIR</b>                               | Article de provision | Montant provisionné | Article de reprise | Montant à reprendre au BP 2023 |
|--|----------------------|---------------------|--------------------|--------------------------------|
| Liquidation SRA – garantie d'emprunt (échéance 2021) | 6815                 | 8.797 €             | 7815               | 8.797 €                        |
| <b>TOTAL</b>   | <b>/</b>             | <b>8.797 €</b>      | <b>/</b>           | <b>8.797 €</b>                 |

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

### DÉCIDE

1 – de valider les reprises de provisions pour l'exercice 2023 telles que ci-dessus détaillées.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

#### Décision du conseil municipal :

Votes pour : 26  
Votes contre : 0  
Abstentions : 0

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-60-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 60-2023

Affiché le 14/04/23



**DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**VILLE DE RIBÉRAC**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 11 AVRIL 2023**

\*\*\*\*\*

Le onze avril de l'an deux mille vingt-trois à 17h00,

Le conseil municipal de la Commune de Ribérac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Nicolas PLATON, maire,

Nombre de conseillers en exercice : 26

Date de la convocation : 04 avril 2023

Date d'affichage de la convocation : 04 avril 2023

**PRÉSENTS** : M. PLATON – Mme BEZAC-GONTHIER – M. CAILLOU – Mme LAURENT – Mme ESCULIER – M. PERRUCHAUD – Mme DELPEY – Mme GOETHALS – M. DUBOIS – Mme ZURCHER- SANGUE – Mme BERRY – M. ROVERE – Mme BAPTISTA – Mme BETREMIEUX – M. FERNANDEZ – M. SAINT MARTIN – M. GONTIER – M. BUISSON – M. MERCIER – M. CHOTARD – M. RALLION

**ABSENTS/EXCUSÉS** : M. FOURNIER (procuration à Mme BEZAC-GONTHIER) – Mme BOUCHARD (procuration à M. CAILLOU) – M. NAULEAU (procuration à M. PERRUCHAUD) – M. CASANAVE (procuration à Mme ESCULIER) – Mme CHEVALIER (procuration à M. CHOTARD)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme ESCULIER

\*\*\*\*\*

**DÉLIBÉRATION N° 61-2023**

(Code de la nomenclature : 7.3.4)

**OBJET : SIGNATURE D'UN PROTOCOLE DE MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE D'EMPRUNT ACCORDÉE PAR LA COMMUNE DE RIBÉRAC A LA SOCIÉTÉ RIBÉRACOISE D'ABATTAGE EN 2016**

Dans le cadre de l'exploitation de l'abattoir municipal, la commune avait contracté un prêt d'un montant de 230 000 € pour le financement de l'atelier de salage de peaux, auprès de la CRCAM Charente-Périgord à la Commune de RIBERAC.

Dans le cadre de la délégation de service public confiée à la Société ribéracoise d'abattage à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016, ce prêt avait été transféré à la société, par délibération n° 96-2016 du 13 juin 2016, moyennant une garantie d' de la Commue sur 50 % du prêt.

Suite à la liquidation judiciaire de la Société ribéracoise d'abattage en février 2021, les échéances du prêt ont cessé d'être honorées à compter du mois de mars 2021, déclenchant de fait la mise en œuvre de la garantie financière accordée par la Commune, pour une somme totale restant due de 167.554,02 €, soit une garantie de 83.777,01 € correspondant à 50 % du capital restant dû après l'échéance du 15.03.2021.

Il ressort des échanges avec la CRCAM Charente-Périgord que la Commune rembourse cette garantie par voie d'annuités, conformément aux échéances trimestrielles initiales, avec une date de début de remboursement au 15.06.2031.

|  |
|--|
| remboursement de la garantie par voie d'annuités |
| 024-212403521-20230411-61-2023-DE                |
| Date de transmission : 14/04/2023                |
| Date de réception : 14/04/2023                   |

Afin de formaliser ces échanges, il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le maire à signer le protocole transactionnel tel que ci-joint afin de permettre à la Commune d'honorer la garantie financière de ce prêt.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur ce projet de protocole, tel que joint à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

## DECIDE

- 1 **De se prononcer** favorablement sur le principe du protocole avec la CRCAM Charente-Périgord, telle que joint à la présente délibération,
- 2 **D'autoriser** Monsieur le maire à signer ce protocole et tout document nécessaire à la poursuite de cette affaire.


**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### Décision du conseil municipal :

|                |    |
|----------------|----|
| Votes pour :   | 26 |
| Votes contre : | 0  |
| Abstentions :  | 0  |

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS  
POUR EXTRAIT CONFORME,

Le maire,



Nicolas PLATON

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-61-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Délibération 61-2023

Affichée le 14/04/23

# TRANSACTION

## ENTRE :

La CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL CHARENTE PERIGORD (CRCAM Charente-Périgord), société coopérative à capital et personnel variables, régie par le livre V du Code rural, agréée en tant qu'établissement de crédit, immatriculée au RCS d'ANGOULEME sous le numéro D 775 569 726, dont le siège social est sis 28-30 Rue d'Epagnac, BP 21, 16800 SOYAUX, représentée par Monsieur Vincent MOISSONNIER, en sa qualité de Responsable du service Risques Crédits Recouvrement, domicilié en cette qualité audit siège,

D'UNE PART,

La Commune de RIBERAC, demeurant à la Mairie de RIBERAC, 7 Rue des Mobiles-de-Coulmiers, BP 68, 24600 RIBERAC, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Nicolas PLATON, domicilié en cette qualité à la Mairie,

D'AUTRE PART,

## EN PREAMBULE DU PRESENT PROTOCOLE, LES PARTIES CI-DESSUS DESIGNÉES EXPOSENT QUE :

Suivant acte sous seing privé en date du 26.05.2016, un prêt n°10000165926 d'un montant de 230000 Euros, d'une durée de 180 mois, au taux d'intérêt annuel fixe de 1,85 %, remboursable par échéances trimestrielles, destiné au «*financement d'une salle de salage de peaux pour l'abattoir*», réalisé le 01.06.2016, a été consenti par la CRCAM Charente-Périgord à la Commune de RIBERAC.

Dans le cadre d'une délégation de service public, la Commune de RIBERAC a décidé de constituer, par délibération en date du 29.04.2016, un partenariat sous la forme d'une société d'économie mixte à objet unique afin d'assurer la gestion de son abattoir.

La SOCIETE RIBERACOISE D'ABATTAGE, société d'économie mixte à opération unique, au capital de 253 000 €, a été constituée suivant statuts du 13.06.2016, et immatriculée au RCS de PERIGUEUX sous le n° 821370780, à compter du 07.07.2016.

Suivant acte sous seing privé en date du 13.06.2016, la Commune de RIBERAC et la SEMOP RIBERACOISE D'ABATTAGE ont conclu un contrat d'apport en nature aux termes duquel la première a apporté à la seconde, qui l'a accepté, divers biens mobiliers nécessaires à son activité, évalués à 45 000 €.

Par délibération n°96-2016 du 30.06.2016, le Conseil municipal de la Commune de RIBERAC a décidé de transférer la charge du remboursement du prêt n°10000165926 d'un montant de 230000 Euros à la SEMOP RIBERACOISE D'ABATTAGE.

Par délibération de son conseil d'administration du 19.12.2016, la SEMOP RIBERACOISE D'ABATTAGE a accepté ce transfert.

Paraphes : la CRCAM Charente-Périgord :

la Commune de RIBERAC :

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-61-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

Suivant acte sous seing privé en date du 03.08.2017, la CRCAM Charente-Périgord a accepté que la SEMOP RIBERACOISE D'ABATTAGE s'engage au remboursement du prêt n°10000165926 d'un montant de 230000 Euros aux conditions de taux, de délais, d'amortissement et de garantie initialement convenues.

Par jugement du Tribunal de commerce de PEIGUEUX du 02.02.2021, une procédure de liquidation judiciaire a été ouverte à l'égard de la SEMOP RIBERACOISE D'ABATTAGE.

Par acte du 05.02.2021, la CRCAM Charente-Périgord a déclaré auprès de la SCP LGA, mandataire judiciaire désigné pour la SEMOP RIBERACOISE D'ABATTAGE, une créance, au titre du prêt n°10000165926, d'un montant de 179 734,24 €.

Par lettre datée du 18.05.2021, la CRCAM Charente-Périgord est intervenue auprès de la Commune de RIBERAC, en vue du paiement de l'échéance trimestrielle de remboursement du prêt n°10000165926, en date du 15.03.2021, d'un montant de 4398,58 €.

Suivant lettre datée du 28.09.2021, la Commune de RIBERAC a proposé la mise en œuvre de sa garantie financière, à hauteur de 50 % du prêt.

Par lettre du 13.04.2022, la CRCAM Charente-Périgord est intervenue auprès de la Commune de RIBERAC afin de lui transmettre une copie de sa déclaration de créance au passif de la SEMOP RIBERACOISE D'ABATTAGE et un décompte actualisé au 29.03.2022 du prêt n°10000165926 d'un montant de 230 000 €, faisant apparaître, en l'absence de tout règlement, une somme totale restant due de 174 902,28 €.

Elle a informé la Commune de RIBERAC qu'elle acceptait, en exécution de son engagement de caution, le règlement de la somme de 83 777,01 €.

Par lettre du 15.04.2022, la Commune de RIBERAC est intervenue auprès de la CRCAM Charente-Périgord afin de lui confirmer son accord en vue du règlement de la somme de 83 777,01 €, correspondant à 50 % du capital restant dû après l'échéance du 15.03.2021, sollicitant la possibilité de la verser par voie d'annuités, conformément aux échéances trimestrielles initiales, avec une date de fin au 15.06.2031.

Suivant lettre du 10.08.2022, la CRCAM Charente-Périgord a informé la Commune de RIBERAC de son accord sur le principe du remboursement de la somme de 83 777,01 euros, correspondant à 50 % du capital restant dû après l'échéance du 15.03.2021, en se conformant à un échéancier trimestriel, et lui a transmis un tableau d'amortissement du 15.03.2023 au 15.12.2027.

Par lettre du 18.08.2022, la Commune de RIBERAC a confirmé son accord sur le tableau d'amortissement émis par la CRCAM Charente-Périgord prévoyant le remboursement de la somme convenue du chef du prêt n°10000165926, débutant le 15.03.2023 et arrivant à terme le 15.12.2027, par échéances trimestrielles de 4398,58 €.

**Paraphes : la CRCAM Charente-Périgord :**

**la Commune de RIBERAC :**

**CONSECUTIVEMENT A CE QUI EST CI-DESSUS RELATE ET AFIN DE METTRE UN TERME A LEUR DIFFEREND, LES PARTIES SIGNATAIRES, APRES DISCUSSIONS AMIABLES ET CONCESSIONS RECIPROQUES, CONVIENNENT, D'UN COMMUN ACCORD, A TITRE TRANSACTIONNEL, IRREVOCABLEMENT, FORFAITAIEMENT ET DEFINITIVEMENT DE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE I – QUANTUM DE LA CREANCE**

La Commune de RIBERAC reconnaît devoir à la CRCAM Charente-Périgord, au titre du prêt consenti par acte sous seing privé en date du 26.05.2016, n°10000165926 d'un montant de 230000 Euros, d'une durée de 180 mois, au taux d'intérêt annuel fixe de 1,85 %, remboursable par échéances trimestrielles, destiné au «*financement d'une salle de salage de peaux pour l'abattoir*», réalisé le 01.06.2016, une somme de 83777,01 euros, qu'elle s'engage à lui régler conformément à l'échéancier suivant :

|            |            |         |      |      |  |         |          |
|------------|------------|---------|------|------|--|---------|----------|
| 15/03/2023 | 15/03/2023 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 79378,43 |
| 15/06/2023 | 15/06/2023 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 74979,85 |
| 15/09/2023 | 15/09/2023 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 70581,27 |
| 15/12/2023 | 15/12/2023 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 66182,69 |
| 15/03/2024 | 15/03/2024 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 61784,11 |
| 15/06/2024 | 15/06/2024 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 57385,53 |
| 15/09/2024 | 15/09/2024 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 52986,95 |
| 15/12/2024 | 15/12/2024 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 48588,37 |
| 15/03/2025 | 15/03/2025 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 44189,79 |
| 15/06/2025 | 15/06/2025 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 39791,21 |
| 15/09/2025 | 15/09/2025 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 35392,63 |
| 15/12/2025 | 15/12/2025 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 30994,05 |
| 15/03/2026 | 15/03/2026 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 26595,47 |
| 15/06/2026 | 15/06/2026 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 22196,89 |
| 15/09/2026 | 15/09/2026 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 17798,31 |
| 15/12/2026 | 15/12/2026 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 13399,73 |
| 15/03/2027 | 15/03/2027 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 9001,15  |
| 15/06/2027 | 15/06/2027 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 4602,57  |
| 15/09/2027 | 15/09/2027 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 4398,58 | 203,99   |
| 15/12/2027 | 15/12/2027 | 4398,58 | 0,00 | 0,00 |  | 203,99  | 0,00     |

La Commune de RIBERAC renonce définitivement à toute contestation quant à l'existence et au quantum de cette dette.

La CRCAM Charente-Périgord renonce à toute demande en paiement complémentaire à l'encontre de la Commune de RIBERAC, au titre du prêt n°10000165926, et accepte le règlement de la somme principale de 83777,01 euros pour solde de l'engagement de remboursement de la Commune de RIBERAC.

**ARTICLE II – REGLEMENT DE LA DETTE**

Les parties conviennent qu'en cas de non paiement d'une ou plusieurs échéances fixées par ce plan d'apurement, la CRCAM Charente-Périgord pourra s'en prévaloir et exiger, à l'issue de l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception restée infructueuse pendant 15 jours, le règlement immédiat du solde dû après déduction sur la somme de 83777,01 euros des acomptes versés.

Les parties déclarent expressément, définitivement et irrévocablement renoncer à toutes prétentions, droits principaux comme accessoires, réclamations, indemnités, instances et

|  |                                |
|--|--------------------------------|
| <b>Paraphes : la CRCAM Charente-Périgord :</b> | <b>la Commune de RIBERAC :</b> |
|--|--------------------------------|

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-61-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

actions de toute nature, civile ou pénale, que chacune d'elle pourrait faire valoir contre l'autre, pour toutes les conséquences directes et indirectes, matérielles et immatérielles, et réparation des préjudices de toute nature, susceptibles de trouver directement ou indirectement leur fondement ou leur origine dans les faits ci-dessus visés, et qui viendrait modifier les modalités de la présente transaction, qui constitue un tout indivisible.

### **ARTICLE III – CONSENTEMENT DES PARTIES**

Les parties conviennent que le présent protocole transactionnel n'aura de valeur et ne pourra produire effet qu'à la condition qu'il soit signé par toutes les parties, qu'il constitue un tout indivisible et qu'elles ne s'en seraient pas portées signataires en l'absence de l'une de ses clauses, chacune étant considérée comme essentielle à l'équilibre contractuel ainsi déterminé.

Les parties reconnaissent et conviennent de ce que :

- le présent protocole est leur œuvre commune et qu'il est intervenu librement après négociation entre elles,
- elles ont bénéficié du temps de réflexion suffisant et de la possibilité de recueillir les conseils nécessaires à la conclusion de la présente transaction,
- le présent protocole s'analyse en une transaction, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil, celles-ci s'étant consenties des concessions réciproques et que leur commune intention est de mettre définitivement fin au litige les opposant, la présente transaction ne pourra être annulée ni pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion,
- le présent protocole fait courir un nouveau délai de prescription conformément aux articles 2240 et suivants du Code civil et que l'homologation judiciaire de la présente fera courir à son tour un nouveau délai de 10 ans conformément aux articles L. 111-3 et L. 111-4 du Code des procédures civiles d'exécution ;
- chaque partie pourra demander judiciairement à ce qu'il soit conféré force exécutoire à la présente transaction.

Sans valoir reconnaissance par chacune des parties du bien fondé des prétentions de l'autre, le présent accord vaut transaction définitive et sans réserve au sens des dispositions de l'article 2044 du Code Civil.

La présente transaction, que les parties s'engagent à exécuter de bonne foi, est conclue sur le fondement des articles 2044 et suivants du Code civil, spécialement des articles 2044 et 2052 ci-après reproduits :

- Article 2044 : « *La transaction est un contrat par lequel les parties, par des concessions réciproques, terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître.  
Ce contrat doit être rédigé par écrit.* »
- Article 2052 : « *La transaction fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.* »

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties, soit en 2 exemplaires, dont un remis à chacune des parties signataires.

Paraphes : la CRCAM Charente-Périgord :

la Commune de RIBERAC :



|   |  |
|---|--|
| <p>Pour la Commune de RIBERAC,<br/>Monsieur Nicolas PLATON<br/>A RIBÉRAC<br/>Le _____.</p>          | <p>Mention manuscrite (« <i>bon pour transaction</i> ») :<br/><br/>Signature :</p> |
| <p>Pour la CRCAM Charente-Périgord,<br/>Monsieur Vincent MOISSONNIER<br/>A SOYAUX<br/>Le _____.</p> | <p>Mention manuscrite (« <i>bon pour transaction</i> ») :<br/><br/>Signature :</p> |

Accusé de réception en préfecture  
024-212403521-20230411-61-2023-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023